

Cahiers du CRISES
Collection
Études théoriques

no ET0307

**Portrait des fonds régionaux et locaux
de développement au Québec en 2001**

par

Benoît Lévesque, Yvan Comeau,
Marguerite Mendell, Denis Martel
Jean Desrochers

avec la collaboration de
Geneviève Huot, Ralph Rouzier,
et François Crevier

Recherche réalisée grâce à
une commandite du
Ministère des Régions
Gouvernement du Québec

Mai 2003

Notes sur les auteurs

Benoît Lévesque est professeur au Département de sociologie de l'UQÀM et directeur du CRISES et de l'Aruc-Es, Université du Québec à Montréal.

Yvan Comeau est professeur, École de service social, Université Laval, Québec.

Marguerite Mendell est professeure et directrice Institut Karl-Polanyi, Université Concordia, Montréal.

Denis Martel est professeur, Administration, IRECUS, Université de Sherbrooke.

Jean Desrochers est professeur, Administration/finances, Université de Sherbrooke.

Geneviève Huot est assistante de recherche, CRISES, Université du Québec à Montréal.

Ralph Rouzier est assistant de recherche, CRISES, Université du Québec à Montréal.

François Crevier est assistant de recherche, CRISES, Université du Québec à Montréal.

Cahier du *CRISES* – no 0307

Collection *Working Papers*:

Portrait des fonds régionaux et locaux
de développement au Québec en 2001

par Benoît Lévesque, Yvan Comeau,

Marguerite Mendell, Denis Martel

Jean Desrochers

avec la collaboration de

Geneviève Huot, Ralph Rouzier,

et François Crevier

ISBN : **2-923140-45-1**

Dépôt légal Bibliothèque nationale du Québec

Dépôt légal Bibliothèque nationale du Canada

Octobre 2003

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES GRAPHIQUES ET DES TABLEAUX	VII
RÉSUMÉ	IX
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I : MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE	5
1.1 Questionnaire et cueillette de données.....	5
1.2 Variables et tests statistiques.....	5
CHAPITRE II : PROFIL DES FONDS RÉGIONAUX ET LOCAUX	7
2.1 Nombre de fonds et dates de création	7
2.2 Répartition des fonds selon les régions administratives	8
2.3 Statut juridique des fonds.....	10
2.4 Mission des fonds	11
2.5 Principaux pourvoyeurs de fonds en 1996 et en 2001	12
CHAPITRE III : CAPITALISATION DES FONDS RÉGIONAUX ET LOCAUX	15
3.1 Niveaux de capitalisation des fonds.....	15
3.2 Capitalisation selon les régions.....	16
3.3 Capitalisation des fonds selon leur couverture géographique	23
CHAPITRE IV : POLITIQUES D'INVESTISSEMENT	27
4.1 Entreprises et les secteurs privilégiés.....	27
4.2 Secteurs privilégiés et exclus pour l'investissement	29
4.3 Les types d'investissement et les modes de rémunération.....	31
4.4 Stades de développement privilégiés	33
4.5 Montants minimums et maximums.....	35
4.6 Pourcentage de participation recherchée	36
4.7 Durée de l'investissement	37

CONCLUSION 39

ANNEXE 1 41

ANNEXE 2 43

BIBLIOGRAPHIE 61

MÉDIAGRAPHIE 63

LISTE DES GRAPHIQUES ET DES TABLEAUX

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 Capital de risque : stades et territoire.....	2
---	---

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1	Nombre de fonds créés par année.....	8
Tableau 2	Distribution des fonds par région (1996 Et 2001).....	9
Tableau 3	Statut juridique des fonds en 1996 et en 2001	11
Tableau 4	Mission des fonds présents en 1996 et en 2001*	12
Tableau 5	Principaux pourvoyeurs de fonds	13
Tableau 6	Les fonds selon le niveau de capitalisation	15
Tableau 7	Capitalisation des fonds par grande région administrative (1996 et 2001)	16
Tableau 8	La capitalisation moyenne des fonds par grande région (1996)	17
Tableau 9	La capitalisation moyenne des fonds par grande région (2001)	18
Tableau 10	Capitalisation Des Fonds Par Régions Administratives en 1996 Et En 2001	19
Tableau 11	Capitalisation par habitant dans chaque région en 1996 et 2001	20
Tableau 12	Capitalisation moyenne par région administrative en 1996.....	21
Tableau 13	Capitalisation moyenne par région administrative en 2001.....	22
Tableau 14	La capitalisation des fonds selon leur couverture géographique (1996-2001).....	23
Tableau 15	Le capital moyen des fonds selon leur couverture géographique (1996).....	24
Tableau 16	Le capital moyen des fonds selon leur couverture géographique (2001).....	24
Tableau 17	Entreprises privilégiées par les fonds (1996 et 2001)	28

Tableau 18	Tableau croisé des entreprises préférées selon le type de fonds (fonds local, régional, multi-régional).....	29
Tableau 19	Secteurs économiques privilégiés 1996	30
Tableau 20	Secteurs économiques exclus.....	31
Tableau 21	Types d'investissement préférés	32
Tableau 22	Modes de rémunération (1996 et 2001)	33
Tableau 23	Stades de développement privilégiés (1996 et 2001)	34
Tableau 24	Les montants minimums.....	35
Tableau 25	Les montants maximums.....	36
Tableau 26	Pourcentage de participation minimale dans un projet.....	36
Tableau 27	Pourcentage maximal de participation dans un projet.....	37
Tableau 28	Durée minimale d'investissement dans un projet.....	37
Tableau 29	Durée maximale d'investissement dans un projet	38

POINTS SAILLANTS**Profil des fonds**

Entre 1996 et 2001, le nombre de fonds est passé de 231 à 347, une croissance de 50 % pour 116 nouveaux fonds.

En 2001, on compte en moyenne 20 fonds régionaux et locaux par région administrative comparativement à 13 en 1996. De plus, à l'exception de l'Estrie, le nombre de fonds augmente dans toutes les régions. La région de Montréal est celle qui compte le plus de fonds régionaux et locaux, soit 38 (comparativement à 26 en 1996) alors que celle de Laval en compte le moins, soit 4 (cela s'explique par le fait que Laval est à la fois une ville, une MRC et une région administrative).

Pour définir leur mission en 2001, les fonds régionaux et locaux identifient par ordre d'importance : le développement du territoire, le développement d'entreprises et le développement de l'emploi. En 1996, le développement de l'emploi arrivait en tête, suivi du développement du territoire et des entreprises.

En 2001, les principaux pourvoyeurs de capitaux sont dans l'ordre : le gouvernement du Québec (mentionné par 58,1 % des fonds), le milieu (32 %), le Fonds de solidarité (28 %) et le gouvernement fédéral (26,7 %). En 1996, le gouvernement fédéral arrivait en tête avec 52,5 % des mentions, suivies du milieu (42 %) et du Fonds de solidarité (40 %). La création des CLD explique en grande partie l'importance du gouvernement du Québec, à ce chapitre.

Capitalisation des fonds régionaux et locaux

La capitalisation des fonds régionaux et locaux atteint 1,2 G \$ en 2001, soit une croissance de 58,1 % par rapport à celle de 1996 qui était de 0,8 G \$. Cette croissance est importante mais moins forte que celle du capital de risque au Québec qui est passé de 3,2 G \$ en 1996 à 10,7 G \$ en 2001 (Macdonald & Associates, Statistiques 1996 et 2001), soit un taux de croissance de 234 %. Si la disponibilité des capitaux des fonds régionaux et locaux se compare à celle du capital de risque québécois, il faudrait en déduire qu'entre 20 et 35 % de ce capital est disponible. Toutefois, on peut supposer que ce pourcentage est plus faible puisque les fonds régionaux et locaux n'ont pas de levées annuelles de fonds et sont moins sélectifs dans leurs investissements.

La croissance de la capitalisation des fonds régionaux et locaux est plus marquée dans les régions ressources que dans celle de Montréal et des régions limitrophes ou voisines. Si la région de Montréal demeure la région où l'on retrouve la plus grande partie, des capitaux réunis soit 40 %, par les fonds régionaux et locaux, elle est, à l'exception de la nouvelle région du Centre-du-Québec, celle où la capitalisation par habitant est la plus faible (45,00 \$ par habitant pour Montréal) comparativement aux régions-ressources (481,00 \$ pour la Côte-Nord, 427,00 \$ pour le Saguenay-Lac-Saint-Jean, 366,00 \$ pour l'Abitibi-Témiscamingue, etc.).

En 2001, ce sont les fonds régionaux qui réunissent le plus de capitaux (42,6 % de 1,2 G \$) suivis des fonds desservant plusieurs régions (37,2 %) et des fonds locaux (20,1 %). Par rapport à 1996, ce sont également les fonds régionaux qui ont connu la plus forte croissance de leur capitalisation, sans que leur nombre augmente de manière

RÉSUMÉ (SUITE)

significative (autrement dit, les fonds régionaux ont été recapitalisés par de nouvelles rondes de capitalisation).

Politiques d'investissement

En 2001, les fonds régionaux et locaux privilégient à 75 % les entreprises privées par rapport aux autres formes d'entreprises comparativement à 62 % en 1996.

Les secteurs d'activités privilégiés sont : le manufacturier (68,8 % des fonds), le tertiaire moteur (57,4 %) et le primaire (39,1 %) alors que la haute technologie et les secteurs à forte valeur ajoutée ne sont privilégiés que par 14,2 % des fonds. Pour ces divers choix, il n'y a pas de différence significative entre 1996 et 2001.

Les secteurs exclus sont en priorité le commerce de détail et de gros pour 57,2 % des fonds, les secteurs à forte concurrence pour 42,2 % et les services professionnels et aux personnes pour 24,3 %. Pour ces diverses exclusions, il existe des différences significatives entre 1996 et 2001, notamment pour l'exclusion des secteurs à forte concurrence qui sont passés de 12,4 % en 1996 à 42,2 % en 2001. La multiplication des fonds locaux à partir de 1997 serait en grande partie responsable de ces changements.

En 2001, les fonds régionaux et locaux préfèrent comme forme d'investissement les prêts et les prêts non garantis (76,4 % des fonds en 2001 comparativement à 66,7 % en 1996), les actions (62,2 % en 2001 comparativement à 90,3 % en 1996). À nouveau, la multiplication des fonds locaux à partir de 1997 pourrait expliquer ces changements. En cohérence avec ce qui précède, les modes les plus recherchés de rémunération du capital sont les revenus d'intérêt (92 % des fonds en 2001 comparativement à 67 % en 1996).

Les stades de développement privilégiés par les fonds sont le démarrage (93,8 % des fonds en 2001 comparativement à 26,8 % en 1996) et le développement ou l'expansion. Enfin, les fonds se seraient maintenant spécialisés un peu plus, puisqu'en 1996 24 % des fonds acceptaient d'investir dans tous les niveaux alors qu'en 2001 ce choix n'est mis de l'avant que par 5,1 % des fonds.

Pour les montants minimums, 69,9 % des fonds en 2001 (70 % en 1996) acceptent d'investir des sommes se situant entre 3 001 \$ et 10 000 \$. Pour les montants maximums, seulement 12 % des fonds acceptent d'investir 500 001 \$ et plus (alors que seulement 2,4 % le faisaient en 1996).

La durée maximale de l'investissement est de 5 ans pour environ un tiers des fonds et de 7 ou 8 ans pour un autre tiers, seulement 6 % des fonds ont une durée maximale inférieure à 5 ans. On peut donc parler de capital patient.

INTRODUCTION

Dans ce rapport, nous présentons un inventaire et une analyse statistique des fonds régionaux et locaux de développement à partir d'une cueillette de données qui a été faite en 2001, à la demande du ministère des Régions du Québec. Cette cueillette a été réalisée à partir d'une grille comparable à celle que nous avons utilisée pour l'inventaire réalisé en 1996 pour le Bureau fédéral de développement du Québec (aujourd'hui Développement économique Canada).¹ À partir de ces deux inventaires, il est possible d'avoir un aperçu de l'évolution de ces fonds sur une période de 5 ans.

- Industrie du capital de risque

Le capital de risque au Canada et au Québec est relativement bien connu grâce aux relevés annuels de la firme Macdonald & Associates Limited dont les données sont accessibles sur le site de Réseau Capital (www.reseaucapital.com). Le capital de risque y est défini comme une « forme de financement avec prise de participation » incluant également « le financement de redressement, le rachat d'entreprise par les cadres et la fusion-acquisition ». Autrement dit, le capital de risque désigne les « fonds généralement investis sous forme d'équité ou de quasi-équité comportant rarement des garanties ». Les rendements recherchés sont proportionnels aux risques, c'est-à-dire très élevés, 20 % et plus. De plus, ces fonds recherchent des entreprises offrant un potentiel de croissance élevé et occupant une position stratégique prometteuse dans leurs marchés respectifs. Enfin, pour s'assurer une plus-value intéressante, ils mettent à la disposition de l'entrepreneur non seulement du capital mais aussi leur expertise, leur réseau et leur expérience.

Les fonds régionaux et locaux de développement relèvent du capital de risque dans la mesure où ils offrent aux entreprises un financement qui ne repose pas sur des garanties mais sur le potentiel de l'entrepreneur et de son projet d'entreprise. Ce financement fait partie de l'équité (ou de l'avoir propre) ou de la quasi-équité de l'entreprise de sorte que cette dernière est en meilleure position pour obtenir des capitaux des banques et des caisses populaires et d'économie qui prêtent sur la base de garantie.

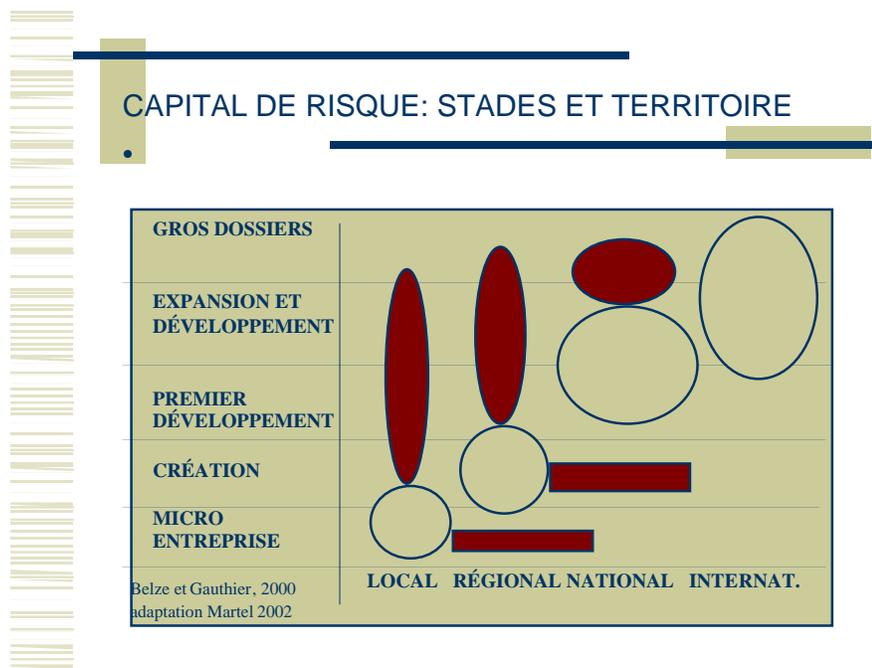
- Spécificité du capital de développement

¹ Benoît Lévesque, Marguerite Mendell et Solange Van Kemenade (1996), **Profil socio-économique des Fonds de développement local et régional au Québec**, Montréal, étude réalisée pour le Bureau fédéral de développement régional (Québec) – BFDR-Q, 1996, 52 p.

Par rapport au capital de risque, le capital de développement régional et local se distingue entre autres :

- Par le fait que, pour leurs investissements, **les fonds régionaux et locaux de développement se limitent aux entreprises situées dans un territoire bien circonscrit**, soit une région administrative ou une collectivité locale, alors que le capital de risque ne se donne pas *a priori* de limites territoriales. Pour les fonds régionaux et locaux, cette limite s'impose du fait qu'ils ont été créés comme outils de développement régional ou local ;

GRAPHIQUE 1 Capital de risque : stades et territoire



- Par la taille de leur capitalisation et de leurs investissements, qui est plus modeste que celle de la plupart des fonds de capital de risque. Comme Belze et Gauthier (2000) l'ont montré, les fonds régionaux et locaux donnent habituellement priorité aux petites et moyennes entreprises alors que les fonds qui interviennent à l'échelle nationale et internationale mobilisent des capitaux beaucoup plus élevés (voir Graphique 1). Au Québec, la taille des investissements des fonds régionaux et *a fortiori* des fonds locaux est généralement inférieure à 500 000 \$ alors que l'investissement moyen de l'industrie du capital de risque au Québec est de 2,2 millions \$ (montant lui-même inférieur au CR canadien et *a fortiori* américain). Cependant les fonds régionaux et locaux peuvent aussi s'engager dans des projets nécessitant des sommes plus élevées, mais ils le feront en syndication (avec d'autres partenaires, y compris des fonds nationaux) ;

- Par le fait qu'ils sont pour la plupart des **fonds généralistes** qui investissent dans une grande diversité de secteurs alors que les fonds de capital de risque sont plutôt spécialisés dans un secteur donné, voire un sous-secteur de la nouvelle économie ;
 - Enfin, la plupart des fonds régionaux et locaux s'alimentent en capitaux auprès de divers paliers de gouvernement ou encore d'entreprises collectives (fonds de travailleurs, Mouvement Desjardins ou de sociétés d'État). Autrement dit, le secteur privé est très peu présent dans le domaine du capital de développement alors qu'il est prépondérant dans le financement de type bancaire et dans le capital de risque spécialisé dans la nouvelle économie.
- Structure du rapport

Notre rapport est divisé en trois parties : la première partie porte sur le profil des fonds (le nombre de fonds, leur année de création, leur répartition selon les régions, leur statut juridique, leur mission) ; la deuxième sur la capitalisation (capitalisation totale par région administrative, par grandes régions, principaux pourvoyeurs de fonds) ; la troisième sur les politiques d'investissement (secteurs privilégiés, secteurs exclus, taille minimale et maximale des investissements, critères de sélection). Les données fournies donnent un portrait relativement complet des fonds régionaux et locaux pour l'année 2001 (les données ont été recueillies à la fin de 2001).

Dans ce chapitre, nous présentons les principales dimensions de notre questionnaire, la façon dont nous avons recueilli les informations et les tests statistiques utilisés, entre autres, ceux concernant la comparaison des données recueillies pour 2001 avec celles recueillies en 1996.

1.1 QUESTIONNAIRE ET CUEILLETTE DE DONNÉES

Les grandes dimensions du questionnaire (voir Annexe 1) correspondent aux trois grandes sections de notre rapport, soit des **informations générales** concernant l'année de fondation, le statut juridique, la mission, les principaux pourvoyeurs de fonds ; la **capitalisation** et la disponibilité du capital ; les **politiques d'investissements** : les secteurs et types d'entreprises privilégiées, les types d'investissement et modes de rémunérations privilégiées, les stades de développement, les montants minimums et maximums, la participation souhaitée.

Les données ont été recueillies via des entretiens téléphoniques avec le ou la responsable de chaque fonds. La collecte des informations a été effectuée entre octobre et décembre 2001. En ce qui concerne les données sur la capitalisation des Fonds locaux d'investissement (FLI), nous avons dû faire appel au ministère des Régions puisque les entretiens téléphoniques que nous avons réalisés ne nous avaient pas fourni des informations suffisamment précises à ce sujet. On retrouvera en annexe (voir Annexe 2) la liste des fonds étudiés par région.

1.2 VARIABLES ET TESTS STATISTIQUES

La méthodologie de la recherche emprunte une approche à la fois comparative et statistique. Le volet comparatif de la recherche s'intéresse à la situation des fonds à deux moments différents, d'une part, et aux caractéristiques des fonds en fonction de certaines variables, d'autre part. En ce qui concerne la comparaison dans le temps, le même questionnaire a été soumis aux 231 fonds existants en 1996 et aux 347 fonds identifiés en 2001. La recherche porte sur la totalité de la population des fonds puisqu'elle vise à produire, pour ces deux années, des répertoires sur les fonds régionaux et locaux de capital de risque. L'exhaustivité de la liste des fonds a d'abord été vérifiée globalement avec plusieurs partenaires, puis elle a été validée sur un plan local par des agents de développement des régions concernées.

En ce qui a trait à la comparaison des caractéristiques des fonds, elle met en rapport des variables dépendantes et indépendantes. Les variables dépendantes réfèrent à plusieurs caractéristiques des fonds (leur statut juridique, leurs pourvoyeurs, etc.) et plus particulièrement à leur capitalisation et leurs politiques d'investissements (mission, types d'entreprises privilégiées, stades de développement, secteurs économiques, horizon de placement et participation à la gestion, entre autres choses). Les variables indépendantes concernent principalement la localisation des fonds dans les grandes régions économiques et dans les MRC, les caractéristiques démographiques et économiques de ces territoires, et la couverture géographique des fonds.

En ce qui a trait au volet statistique, les données recueillies par questionnaire font l'objet d'analyses descriptives, d'analyses de variance et de mesures d'association pour déterminer le degré d'association entre la situation des fonds en 1996 et 2001, et entre les variables dépendantes et indépendantes. Considérant la présence de valeurs extrêmes dans la distribution des réponses à certaines questions en raison de l'hétérogénéité de la population à l'étude et considérant la taille de l'échantillon dans certaines catégories d'analyse, les tests non paramétriques sont apparus plus appropriés aux fins de la présente étude.

Les tests non paramétriques sont ainsi désignés parce qu'ils ne reposent pas sur une loi de probabilité en particulier. Ils sont valides peu importe la distribution réelle des observations. Généraux dans les conditions d'utilisation, ces tests sont en contrepartie souvent moins performants que les tests paramétriques (dans des situations où les tests paramétriques s'appliquent). Il est donc suggéré d'utiliser ce type d'analyse lorsque la distribution des réponses est difficile à spécifier. Ces tests sont également suggérés lorsque les échantillons sont de petite taille ($n < 15$), notamment parce qu'il est difficile de vérifier l'ajustement d'une certaine loi de probabilité. Les tests non paramétriques sont plus appropriés en présence de valeurs extrêmes, parce que ces valeurs ont moins d'influence sur les résultats que dans le cas des analyses paramétriques basées sur la moyenne et la variance² (Norusis, 1998). Deux tests non paramétriques ont été plus particulièrement utilisés : le Wilcoxon et le Khi deux de Pearson. Exceptionnellement, le test paramétrique ANOVA a été mis à contribution afin de vérifier si les moyennes d'une distribution sont significativement différentes l'une de l'autre.

² M. J. Norusis, (1998), *SPSS 8.0 Guide to Data Analysis*, Upper Saddle River (NJ), Prentice-Hall.

Dans ce chapitre, nous présentons 1) le nombre total de fonds identifiés selon leur année de création, 2) leur répartition selon les régions, 3) leur mission et leur statut juridique. Dans la plupart des cas, nous comparons les données de 2001 avec celles de 1996.

2.1 NOMBRE DE FONDS ET DATES DE CRÉATION

Entre 1996 et 2001, le nombre de fonds est passé de 231 à 347, soit une croissance de 50 %, avec 116 nouveaux fonds. Cette croissance s'explique principalement par la création d'une centaine de CLD en 1997 (Lévesque, Mendell, M'Zali, Martel et Desrochers, 2002). Pour le reste, les données de 1996 et 2001 sont relativement cohérentes. Enfin, comme le tableau 1 le montre bien, ce n'est qu'à partir du milieu des années 1980 que l'on commence à créer des fonds de manière plus soutenue. Avant cette date, la création de fonds est anémique (ajoutons toutefois que notre inventaire ne rend pas compte des fonds créés à cette époque et qui sont disparus par la suite, telles les SODEQ). Cela dit, la comparaison des deux colonnes montre qu'au moins 44 fonds seraient disparus (c'est sans doute le cas de certaines Sociétés régionales d'investissements (SRI), de même que de plusieurs fonds locaux d'investissement qui relevaient d'une MRC).

TABLEAU 1
Nombre de fonds créés par année

Année	1996 Nombre de fonds créés	%	2001 Nombre de fonds créés	%
2000			2	0,6
1999			5	1,5
1998			124	36,7
1997			16	4,7
1996	45	20,2	55	16,3
1995	35	15,7	35	9,9
1994	12	5,4	7	2,1
1993	21	9,4	13	3,8
1992	18	8,1	5	4,2
1991	5	2,2	1	0,3
1990	11	4,9	9	2,7
1989	8	3,6	10	3,0
1988	15	6,7	14	4,1
1987	8	3,6	10	3,0
1986	8	3,6	5	1,5
1985	17	7,6	11	3,0
1984	9	4,0	9	2,7
1983	0	0	0	0
1982	3	1,3	2	0,6
1981	0	0	0	0
1980	1	0,4	1	0,3
1979	1	0,4	1	0,2
1978	2	0,9	1	0,3
1973	1	0,4	1	0,3
1967	1	0,4	1	0,3
1941	1	0,4	0	0
TOTAL	222	100³	338	100
DATE NON DONNÉE		9/231		9/347

2.2 RÉPARTITION DES FONDS SELON LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES

Le tableau 2 présente la répartition des fonds selon les régions administratives pour 1996 et 2001. Ce tableau nous permet de voir l'évolution du nombre de fonds entre ces deux dates années pour chacune des régions. Pour toutes les régions, le nombre total de fonds augmente, à l'exception de l'Estrie où il serait passé de 23 en 1996, à 20 en 2001 (cette différence pourrait également s'expliquer par le fait que certains fonds n'auraient pas répondu à notre enquête en 2001 alors qu'ils l'avaient fait en 1996).

³ Dix fonds n'ont pas donné la date de leur création.

TABLEAU 2
Distribution des fonds par région (1996 et 2001)

Régions	1996		2001	
	Nombre de fonds	%	Nombre de fonds	%
Bas-Saint-Laurent	19	8,2	24	6,9
Saguenay-Lac-Saint-Jean	13	5,6	19	5,5
Québec	20	8,6	25	7,2
Mauricie/Bois-Francs	17	7,3	25	7,2
Estrie	23	9,9	20	5,8
Montréal	26	11,2	38	11
Outaouais	12	5,1	13	3,7
Abitibi-Témiscamingue	19	8,2	21	6,1
Côte-Nord	6	2,5	17	4,9
Nord-du-Québec	4	1,7	7	2
Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	13	5,6	19	5,5
Chaudière-Appalaches	24	10,3	33	9,5
Laval	3	1,2	4	1,2
Lanaudière	7	3,0	12	3,5
Laurentides	11	4,7	20	5,8
Montérégie	14	6,0	34	9,8
Centre-du-Québec	1	0,4	8	2,3
Plusieurs régions			8	2,3
TOTAL	231	100	347	100

La région de Montréal est celle qui compte le plus grand nombre de fonds. C'était le cas en 1996 avec 26 fonds, c'est encore le cas en 2001 avec 38 fonds, de sorte que cette région compte maintenant 11 % de tous les fonds québécois. La région de Montréal est suivie de près par la région de la Montérégie et celle de Chaudière-Appalaches avec respectivement 34 fonds (9,8 %) et 33 fonds (9,5 %). En revanche, si nos données correspondent à la réalité, certaines régions comptent beaucoup moins de fonds que les autres. Il s'agit des régions de Laval avec 4 fonds, (une ville qui forme une région administrative avec un seul CLD) du Nord-du-Québec avec 7 (ce qui dans ce cas peut s'expliquer), du Centre du Québec avec 8 (cette région n'existait pas comme région

administrative à l'autonome 1996, puisqu'elle constituait une partie de la région de la Mauricie-Bois-Francis), Lanaudière avec 12 et Outaouais avec 13. Enfin, certaines régions ont connu une augmentation remarquable du nombre de fonds sur leur territoire, c'est notamment le cas de la Côte-Nord qui est passée de 6 fonds en 1996 à 17 fonds en 2001.

2.3 STATUT JURIDIQUE DES FONDS

En 2001 comme en 1996, le statut d'OBNL est adopté par le plus grand nombre de fonds, 171 en 1996 et 167 en 2001. La catégorie « sans statut juridique » qui ne comptait que 2 fonds (0,9 %) en 1996 en compte maintenant 117 (34,8 %) en 2001. De toute évidence, c'est la présence des Fonds locaux d'investissement (FLI) qui explique ce nombre élevé. Les FLI n'ont pas d'existence juridique séparée de celle des CLD qui en assure la gestion (le CLD comme tel a le statut d'un OBNL mais dépend du ministère des Régions et de la MRC pour son financement). La capitalisation des FLI provient d'un prêt consenti au CLD par le ministère des Régions pour investir dans les PME. En somme, même sans existence juridique autonome, les FLI relèvent d'un organisme sans but lucratif qui s'inscrit dans le secteur parapublic. Par extension, on peut donc classer les FLI dans la catégorie OBNL (Loi sur le ministère des Régions, L.R.Q., 1997, chapitre II, section I). Enfin, les sociétés en commandite et les fonds privés représentent à peine 10 % des fonds, 12,1 % en 1996, et 9,6 % en 2001, ce qui laisse bien voir que le domaine couvert par les fonds régionaux et locaux n'est pas occupé par le secteur privé. Enfin, signalons qu'en 2001, nous n'avons recensé aucun fonds dans la catégorie « coopérative » alors que trois l'avaient été en 1996.

TABLEAU 3
Statut juridique des fonds en 1996 et en 2001

Statut juridique	1996 Nombre	1996 %	2001 Nombre	2001 %
Aucun ⁴	2	0,9	119	34,8
Organisme à but non lucratif (OBNL)	171	74	167	48,8
Société en commandite	18	7,8	24	7
Organisation publique ou parapublique (provinciale ou fédérale)	27	11,7	23	6,7
Coopérative	3	1,3	0	0
Capital-action privé	10	4,3	9	2,6
TOTAL	231	100	342	100

2.4 MISSION DES FONDS

Le tableau 4 sur la mission des fonds révèle qu'entre 1996 et 2001, il s'est opéré un changement assez important quant à la mission des fonds. Les mentions comme les pourcentages ne sont pas cumulatifs puisqu'un responsable de fonds pouvait s'inscrire dans plus d'une catégorie de mission. En 1996, les trois premières mentions étaient dans l'ordre « le développement de l'emploi » (citée par 41,4 % des fonds), « le développement du territoire » (37,3 %), « le développement d'entreprises » (33,6 %) alors qu'en 2001, « le développement du territoire » arrive en tête avec 53,6 % suivi du « développement d'entreprises » avec 49 % et enfin du « développement de l'emploi » avec 37 %. En somme, le territoire et les entreprises ont devancé l'emploi. S'agit-il d'un effet de conjoncture ou d'une prise en charge du développement comme mission première pour ces fonds ? Il faut ajouter que l'aide technique occupe en 2001 la quatrième place avec 29,4 % des mentions après avoir été en cinquième position avec 10,9 % des mentions en 1996. On peut avancer que la préoccupation pour le soutien technique (comme celles qui la précèdent) n'est pas étrangère à l'entrée en scène des CLD.

⁴ En 2001, l'énorme proportion de fonds que l'on retrouve dans la catégorie « Aucun » s'explique par le fait que les fonds gérés par les CLD (FLI) n'ont pas de statut juridique à proprement parler. C'est le CLD qui a le statut d'OBNL. Par extension, on pourrait donc considérer les fonds de la catégorie « aucun statut » comme des OBNL.

TABLEAU 4
Mission des fonds présents en 1996 et en 2001*

Mission	1996		2001	
	Nombre	%	Nombre	%
Favoriser le développement d'entreprises	74	33,6	168	49
Favoriser le développement du territoire	82	37,3	184	53,6
Favoriser le développement d'emplois	91	41,4	127	37
Fournir de l'aide technique	24	10,9	101	29,4
Fournir du capital de risque	26	11,8	12	3,5
Fournir des capitaux à des communautés spécifiques (femmes, noirs, jeunes, immigrants)	18	8,2	9	2,6
Soutenir l'innovation, le développement technologique et l'exportation	6	2,7	4	1,2
Fournir des capitaux à ceux qui n'ont pas accès au financement traditionnel	3	1,4	5	1,5
Soutenir les travailleurs autonomes	4	1,8	4	1,2

* Le total des pourcentages ne donne pas 100, puisque les fonds pouvaient choisir plus d'une mission.

2.5 PRINCIPAUX POURVOYEURS DE FONDS EN 1996 ET EN 2001

Pour les 143 fonds sur lesquels nous avons obtenu des informations en 1996, nous avons identifié 288 sources de financement (pourvoyeurs), soit environ deux pourvoyeurs différents par fonds. Bien entendu, comme certains fonds sont capitalisés par une seule source, cela sous-entend que d'autres fonds sont capitalisés par plusieurs sources. En 2001, pour les 430 fonds sur lesquels nous avons de l'information, 736 sources de financement ont été recensées, soit un peu moins de deux (1,71) pourvoyeurs par fonds.

Le tableau 5 montre le poids des divers pourvoyeurs en 1996 et en 2001. Il faut cependant être prudent et considérer ces chiffres comme des mentions. En effet, les taux inscrits indiquent le pourcentage de fonds ayant fait mention d'une source de financement. Évidemment, la somme des pourcentages ne donne pas 100, car comme dans le cas des « missions », le répondant pouvait choisir un ou plusieurs pourvoyeurs, selon que le fonds

est alimenté par une ou plusieurs sources de financement. Le chiffre en valeur absolue indique quant à lui le nombre de mentions pour chaque catégorie de pourvoyeurs.

TABLEAU 5
Principaux pourvoyeurs de fonds

Pourvoyeurs	1996 Nombre et (%)	2001 Nombre et (%)
Fonds de Solidarité (Solideq et autres formes)	58 sur 143 fonds (40,6%)	123 sur 430 (28,6%)
Gouvernement du Québec	50 (35%)	254 (59,1%)
Gouvernement fédéral	75 (52,4%)	115 (26,7%)
Milieu	61 (42,7%)	140 (32,6%)
Desjardins (Fédérations, Investissements)	9 (6,3%)	22 (5,1%)
Investisseurs privés et entreprises	13 (9,1%)	25 (5,8%)
Caisse de dépôt et placement du Québec	5 (3,5%)	20 (4,7%)
Banques et institutions financières	13 (9,1%)	29 (6,7%)
Fonds de pension ou de retraite	4 (2,8%)	5 (1,2%)
Autofinancement / autonome	0	2 (0,5%)

Ce qui ressort de ce tableau c'est une implication plus grande du gouvernement du Québec en 2001. En effet, ce dernier a été mentionné par 59,1 % des fonds en 2001, alors qu'en 1996, il avait été mentionné par 35 % des fonds. En revanche, en 2001, le gouvernement fédéral est moins mentionné qu'il l'était en 1996 (26,7 % en 2001, contre un peu plus de 52 % en 1996). On remarque le même phénomène dans le cas du Fonds de solidarité qui passe de 40,6 % en 1996 à 28,6 % en 2001. Une fois encore, l'avènement des CLD dans le paysage du développement québécois pourrait expliquer ce gonflement

des mentions pour le gouvernement du Québec et la diminution des taux enregistrés pour le Fonds de Solidarité et le gouvernement fédéral.

Bien que les proportions de la triade aient changé entre 1996 et 2001, les trois pourvoyeurs susmentionnés demeurent les trois joueurs majeurs en matière de financement des fonds au Québec. Entre 1996 et 2001, les autres pourvoyeurs varient peu en termes de mentions et demeurent des sources de financement de moindre importance. En terminant, il faut mentionner que les pourvoyeurs locaux (les villes, les municipalités, les MRC, les citoyens, les caisses populaires locales, les entreprises locales, etc.), bien que moins importants en termes de capitalisation, jouent un rôle non négligeable dans le cas des fonds locaux. Ces pourvoyeurs locaux, essentiellement contenus dans ce qu'on appelle « le milieu », ont été mentionnés par 42,7 % des fonds en 1996 et par 32,6 % des fonds en 2001.

CHAPITRE III : CAPITALISATION DES FONDS RÉGIONAUX ET LOCAUX

En 2001, la capitalisation des fonds locaux et régionaux répertoriés au Québec s'établit à 1,25 G \$ (1 257 512 457 \$), soit une croissance de 58,1 % par rapport à la capitalisation des fonds de 1996 qui était de 0,8 G \$ (795 187 686 \$). L'analyse de la croissance du capital dans chacun des fonds montre qu'une majorité d'entre eux ont connu une augmentation entre 1996 et 2001 (Wilcoxon : $Z = -4,386$; $p < 0,000$). Cette croissance marquée de capitalisation est associée à plusieurs caractéristiques des fonds tels leur niveau de capitalisation (1), la région où ils sont localisés (2) et leur couverture géographique (3).

3.1 NIVEAUX DE CAPITALISATION DES FONDS

La structure des niveaux de capitalisation des fonds a connu des changements significatifs entre 1996 et 2001 comme le montre le tableau 6.

TABLEAU 6
Les fonds selon le niveau de capitalisation

Niveau de capitalisation	1996 (N)	1996 (%)	2001 (N)	2001 (%)
0 à 50 000 \$	11	5,4	21	6,2
50 001 à 100 000 \$	8	3,9	34	10
100 001 à 500 000 \$	65	31,9	122	36
500 001 à 1 000 000 \$	23	11,3	44	13
1 000 001 à 2 M \$	49	24	37	10,9
2 000 001 à 5 M \$	26	12,7	41	12,1
5 000 001 à 15 M\$	17	8,3	28	8,3
Plus de 15 M\$	5	2,5	12	3,5
TOTAL	204	100	339	100

Khi deux = 21,548; d. l. 7; $p < 0,01$ (significatif).

Le tableau 6 met en évidence plusieurs phénomènes relatifs à la structure de capitalisation des fonds.

- Premièrement, le nombre de fonds ayant une faible capitalisation (500 000 \$ et moins) connaît une croissance importante entre 1996 et 2001, d'abord en termes absolus puisqu'on passe de 84 fonds en 1996 à 177 fonds en 2001), mais aussi en termes relatifs, soit de 41,2 % de l'ensemble des fonds en 1996 à 52,2 % des fonds en 2001.
- Deuxièmement, le nombre de fonds situés dans la tranche des 100 001 \$ à 500 000 \$ et dans celle des 500 001 \$ et 1 M \$, double. Ce phénomène est attribuable en grande partie à la multiplication des SOLIDE et des fonds gérés par les CLD.
- Troisièmement, le nombre absolu de fonds ayant une forte capitalisation (plus de 1 M \$) augmente, bien que la proportion de ces fonds soit sensiblement la même en 1996 qu'en 2001.

3.2 CAPITALISATION SELON LES RÉGIONS

L'analyse de la capitalisation des fonds sur le plan géographique prend en compte les grandes régions économiques et les régions administratives de même que certaines de leurs caractéristiques, tels la population et le nombre d'entreprises.

En considérant les grandes régions économiques du Québec, la croissance du capital des fonds suit des rythmes différents entre 1996 et 2001. Le tableau suivant indique que la croissance du capital des fonds est particulièrement marquée dans les régions-ressources et dans le Grand Montréal alors que les fonds de la région Québec-Chaudière-Appalaches et du Sud du Québec connaissent une certaine stagnation.

TABLEAU 7
Capitalisation des fonds par grande région administrative (1996 et 2001)

Grandes régions économiques	1996			2001		
	(N)	(%)	(K)	(N)	(%)	(K)
Grand Montréal	66	56,2	446 937 984 \$	122	59,5	743 899 277 \$
Sud du Québec	22	9,6	76 324 000 \$	28	4,3	54 209 442 \$
Québec-Chaudière-Appalaches	55	17,5	139 415 371 \$	80	11,1	138 463 485 \$
Régions-ressources	60	16,7	132 485 331 \$	106	25	312 765 253 \$
TOTAL	203	100	795 162 686 \$	336	100	1 249 337 457 \$

Khi deux = 52496252; d. l. : 3 ; $p < 0,001$ (significatif).

Le tableau 7 révèle en outre que la part occupée par le capital de la région du Grand Montréal augmente légèrement entre 1996 et 2001 puisqu'elle passe de 56,2 % et 59,5 % de l'ensemble de la capitalisation des fonds. Quant à elles, les régions-ressources connaissent la croissance la plus importante de leur capital. En effet, leur capital passe de 132 M \$ à 313 M \$ entre 1996 et 2001, soit une croissance en termes absolus de 137 % en 5 ans. En termes relatifs, la capitalisation des régions ressources occupe, en 2001, 25,0 % de l'ensemble de la capitalisation des fonds comparativement à 16,7 % en 1996.

En ce qui concerne les régions de Chaudière-Appalaches et du Sud du Québec, leur capitalisation stagne et serait même en baisse, du moins pour les fonds ayant fourni les informations pour les deux années. Dans le cas du Sud du Québec, le capital diminue de 76 M \$ en 1996 à 54 M \$ en 2001, alors que celui de Chaudière-Appalaches, reste stable puisqu'il s'établissait à 139 M \$ en 1996 et à 138 M \$ en 2001.

Pour les fonds du Sud du Québec, la proportion de leur capitalisation sur l'ensemble des fonds n'occupe plus que 4,3 % de ce capital de risque en 2001 au Québec, comparativement à 9,6 % en 1996, tandis que celle des régions de Québec-Chaudière-Appalaches passe de 17,5 % à 11,1 % au cours de la même période.

Les tableaux 8 et 9 permettent d'envisager l'évolution de la **capitalisation moyenne des fonds** entre 1996 et 2001.

TABLEAU 8
La capitalisation moyenne des fonds par grande région (1996)

Grandes régions économiques	Capitalisation moyenne	Nombre de fonds	Écart Type	Médiane
Grand Montréal	6 771 787,64 \$	66	36 837 657,27 \$	1 000 000 \$
Sud du Québec	3 469 272,73 \$	22	8 509 949,18 \$	712 500 \$
Québec-Chaudière-Appalaches	2 534 824,93 \$	55	8 135 429,83 \$	510 000 \$
Régions-ressources	2 208 088,85 \$	60	3 834 980,89 \$	1 218 500 \$
TOTAL	3 917 057,57 \$	203	21 685 301,03 \$	1 000 000 \$

Anova : F = 0,579; d. l. : 3; p = 0,629 (non significatif)

TABLEAU 9
La capitalisation moyenne des fonds par grande région (2001)⁵

Grandes régions économiques	Capitalisation moyenne	Nombre de fonds	Écart Type	Médiane
Grand Montréal	2 139 467,34 \$	114	4 427 369,52 \$	500 000 \$
Sud du Québec	1 936 051,51 \$	28	4 129 197,5 \$	500 000 \$
Québec- Chaudière- Appalaches	1 730 793,56 \$	80	3359038,29 \$	500 000 \$
Régions- ressources	2 950 615,60 \$	106	6 875 283,12 \$	508 250 \$
TOTAL	2 284 565,42 \$	328	5 130 517,81 \$	500 000 \$

L'analyse statistique (Wilcoxon : $Z = -2,356$; $p = 0,018$) montre que dans la région de Québec-Chaudière-Appalaches, une proportion importante de fonds augmente sa capitalisation, bien que le capital moyen des fonds de la région semble diminuer. Dans les régions-ressources, le nombre de fonds qui augmentent leur capital est encore plus marqué. En ce qui concerne les régions du Grand Montréal et du Sud du Québec, l'analyse ne décèle aucune tendance significative quant au nombre de fonds qui connaissent une hausse ou une baisse de capital, malgré la diminution de la moyenne générale.

Dans le tableau 9, l'ANOVA permet de déterminer dans quelle mesure le **capital moyen des fonds** est significativement différent entre eux dans chacune des grandes régions économiques, en 1996 d'abord, puis en 2001. Il apparaît que le capital moyen des fonds en 1996 n'est pas différent entre les grandes régions économiques; il en est de même en 2001.

Si l'on considère le capital des fonds en fonction des régions administratives, la part occupée par chacune des régions demeure sensiblement la même entre 1996 et 2001, comme en témoigne le tableau 10.

⁵ Pour le Grand Montréal (1996-2001): Wilcoxon : $Z = -1,218$; $p = 0,223$ (non significatif).
 Pour le Sud du Québec : Wilcoxon : $Z = -1,363$; $p = 0,173$ (non significatif).
 Pour Québec-Chaudière-Appalaches : Wilcoxon : $Z = -2,356$; $p = 0,018$ (significatif).
 Pour les régions ressources : Wilcoxon : $Z = -3,645$; $p < 0,000$ (significatif).
 Anova : $F = 0,979$; d. l. : 3; $p = 0,403$ (non significatif)

TABLEAU 10
Capitalisation des fonds par régions administratives en 1996 et en 2001

Régions administratives	1996			2001		
	N	%	K	N	%	K
Bas-Saint-Laurent	17	3,3	26 282 075 \$	24	3,9	48 768 294 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	13	4,4	35 330 000 \$	18	9,7	121 615 130 \$
Québec	17	10,5	83 497 000 \$	24	4,4	54 480 483 \$
Mauricie/Bois-Francs	16	3,8	29 820 435 \$	33	3,8	47 021 024 \$
Estrie	22	9,6	76 324 000 \$	20	4,1	51 284 028 \$
Montréal	25	44,6	354 941 645 \$	43	46,7	583 339 004 \$
Outaouais	11	3,7	296 620 003 \$	13	3,4	41 920 300 \$
Abitibi-Témiscamingue	18	3,6	28867776 \$	21	4,4	55 266 329 \$
Côte-Nord	6	4,3	33 827 480 \$	17	3,9	48 637 832 \$
Nord-du-Québec	1	0	200 000 \$	7	0,7	9 136 775 \$
Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	5	1	7 978 000 \$	19	2,3	29 340 892 \$
Chaudière-Appalaches	22	3,3	26 097 936 \$	31	3,2	39 887 393 \$
Laval	1	1,3	10 000 000 \$	4	1,5	18 602 453 \$
Lanaudière	6	0,8	6 635 000 \$	11	1,1	13 964 524 \$
Laurentides	11	2,6	20 917 336 \$	17	2,1	26 438 674 \$
Montérégie	12	3,1	24 824 000 \$	34	4,8	59 634 321 \$
TOTAL	203	100	795 162 686 \$	336	100	1 249 337 457 \$

Le tableau 10 confirme la croissance relative et absolue du capital des fonds dans la plupart des régions ressources (Bas-Saint-Laurent, Saguenay Lac-Saint-Jean, Abitibi-Témiscamingue, Nord-du-Québec et Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine). Par ailleurs, en 2001, la région de Montréal demeure celle où les fonds possèdent la plus grande partie du capital d'investissement (plus de 40 %), mais elle est par ailleurs l'une des moins capitalisée lorsqu'on prend en considération la population (voir le tableau 11).

La Côte-Nord est la région la mieux capitalisée en 2001 comme c'était le cas en 1996. Entre 1996 et 2001, la plupart des régions connaissent une augmentation de la

capitalisation totale de leur fonds par habitant, sauf celles de l'Estrie et de Québec. De plus, cette augmentation est particulièrement forte pour les régions ressources, notamment la Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, le Nord-du-Québec, l'Abitibi-Témiscamingue et du Bas-Saint-Laurent. On entrevoit ainsi que les régions ressources sont dans l'ensemble beaucoup plus capitalisées que les autres régions alors que, si l'on excepte le Centre-du-Québec (une nouvelle région), les régions les moins capitalisées sont celles de Montréal et des régions voisines (Launaudière, Montréal, Montérégie, Laval et Laurentides).

TABLEAU 11
Capitalisation par habitant dans chaque région en 1996 et 2001

Régions	1996*	2001*
Côte-Nord	321,84	481,10
Estrie	269,12	176,24
Abitibi-Témiscamingue	184,45	366,92
Québec	129,55	83,96
Bas Saint-Laurent	125,63	240,12
Saguenay-Lac-Saint-Jean	121,37	427,00
Mauricie et Bois-Francs (1996)	112,39	168,89
Outaouais	94,63	129,50
Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	74,73	294,01
Chaudière-Appalaches	67,46	102,15
Laurentides	47,44	55,44
Laval	29,74	52,43
Montréal	19,63	45,33
Montérégie	19,29	45,04
Lanaudière	17,37	34,88
Nord-du-Québec	6,84	231,10
Centre-du-Québec	n. d.	13,18

* Selon la population des régions administratives du Québec établie lors des recensements de 1996 et 2001.

Les tableaux 12 et 13 envisagent l'augmentation du **capital moyen des fonds** par région administrative.

TABLEAU 12
Capitalisation moyenne par région administrative en 1996

Région administrative	Capitalisation moyenne	Nombre de fonds	Écart Type	Médiane
Bas-Saint-Laurent	1 546 004,41 \$	17	1 464 904,09 \$	1 145 000 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	2 717 692,31 \$	13	4 258 035,84 \$	1 500 000 \$
Québec	4 911 588,24 \$	17	14 396 334,36 \$	510 000 \$
Mauricie/Bois-Francs	1 863 777,19 \$	16	2 191 243,2 \$	1 550 100 \$
Estrie	3 469 272,73 \$	22	8 509 949,18 \$	712 500 \$
Montréal	14 197 666 \$	25	59 775 570,13 \$	500 000 \$
Outaouais	2 692 727,55 \$	11	2 142 004,34 \$	2 520 000 \$
Abitibi-Témiscamingue	1 603 765,33 \$	18	1 597 531,58 \$	1 243 500 \$
Côte-Nord	5 637 913,33 \$	6	9 528 037,77 \$	1 557 740 \$
Nord-du-Québec	200 000 \$	1	0	200 000 \$
Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	1 595 600 \$	5	2480757,30 \$	500 000 \$
Chaudière-Appalaches	1 186 269,82 \$	22	1425287,79 \$	500 000 \$
Laval	10 000 000 \$	1	0	10 000 000 \$
Lanaudière	1 105 833,33 \$	6	909 067,75 \$	1 000 000 \$
Laurentides	1 901 576 \$	11	2 052 411,78 \$	1 400 000 \$
Montérégie	2 068 666,67 \$	12	2483727,31 \$	1 562 500 \$
TOTAL	3 917 057,57 \$	203	21 685 301,03 \$	1 000 000 \$

Anova : F = 0,456; d. l. : 15; p = 0,959 (non significatif)

TABLEAU 13
Capitalisation moyenne par région administrative en 2001

Région administrative	Capitalisation moyenne	Nombre de fonds	Écart Type	Médiane
Bas-Saint-Laurent	2 032 012,25 \$	24	3 054 966,68 \$	508 250 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	6 756 396,12 \$	18	13 685 360,05 \$	1 525 000 \$
Québec	2 270 020,11 \$	24	4 911 104,42 \$	500 000 \$
Mauricie/Bois-Francis	1 424 879,52 \$	33	2 302 132,87 \$	500 000 \$
Estrie	2 564 201,39 \$	20	4 768 855,13 \$	512 500 \$
Montréal	13 566 023 \$	43	53 763 422,33 \$	525 000 \$
Outaouais	3 224 638,45 \$	13	5 417 847,06 \$	500 000 \$
Abitibi-Témiscamingue	2 631 729,97 \$	21	4 266 542,17 \$	665 000 \$
Côte-Nord	2 861 048,96 \$	17	6 514 872,2 \$	500 000 \$
Nord-du-Québec	1 305 253,57 \$	7	2 205 592,2 \$	250 000 \$
Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	1 544 257,49 \$	19	2 911 786,49 \$	500 000 \$
Chaudière-Appalaches	1 286 690,09 \$	31	2 355 174,39 \$	500 000 \$
Laval	4 650 613,30 \$	4	5 682 432,98 \$	2751226,60 \$
Lanaudière	1 269 502,22 \$	11	1 943 059,98 \$	403 905 \$
Laurentides	1 555 216,12 \$	17	3121971,81 \$	370 608 \$
Montérégie	1 753 950,62 \$	34	3 668 164,79 \$	500 000 \$
TOTAL	3 718 266,24 \$	336	19 979 385,26 \$	500 000 \$

Anova : F = 0,879; d. l. : 15; p = 0,589 (non significatif)

Pour le Bas-Saint-Laurent (1996-2001): Wilcoxon : Z = -2,934; p = 0,003 (significatif).

Pour le Saguenay-Lac-Saint-Jean (1996-2001): Wilcoxon : Z = -1,782; p = 0,075 (non significatif).

Pour Québec (1996-2001): Wilcoxon : Z = -1,000; p = 0,317 (non significatif).

Pour Mauricie et Bois-Francis (1996-2001): Wilcoxon : Z = -1,481; p = 0,139 (non significatif).

Pour l'Estrie (1996-2001): Wilcoxon : Z = -1,690; p = 0,091 (non significatif).

Pour Montréal (1996-2001): Wilcoxon : Z = -2,081; p = 0,037 (significatif).

Pour l'Outaouais (1996-2001): Wilcoxon : Z = -0,447; p = 0,655 (non significatif).

Pour l'Abitibi-Témiscamingue (1996-2001): Wilcoxon : Z = -1,423; p = 0,155 (non significatif).

Pour la Côte-Nord (1996-2001): Wilcoxon : Z = -0,447; p = 0,655 (non significatif).

Pour le Nord-du-Québec (1996-2001): Wilcoxon ne peut pas être calculé.

Pour la Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine (1996-2001): Wilcoxon : Z = -1,000; p = 0,317 (non significatif).

Pour Chaudière-Appalaches (1996-2001): Wilcoxon : Z = -1,997; p = 0,046 (significatif).

Pour Laval (1996-2001): Wilcoxon ne peut pas être calculé.

Pour Lanaudière (1996-2001): Wilcoxon : Z = 0,000; p = 1,000 (non significatif).

Pour les Laurentides (1996-2001): Wilcoxon : Z = -1,214; p = 0,225 (non significatif).

Pour la Montérégie (1996-2001): Wilcoxon : Z = -0,674; p = 0,500 (non significatif).

Le tableau 13 révèle que le capital moyen des fonds des régions du Bas-Saint-Laurent, du Saguenay-Lac-Saint-Jean, de l'Abitibi-Témiscamingue, du Nord-du-Québec, de Chaudière-Appalaches et de Lanaudière connaissent une augmentation entre 1996 et 2001. Par ailleurs, ce n'est que dans les régions du Bas-Saint-Laurent, de Montréal et de Chaudière-Appalaches où le nombre de fonds ayant connu une augmentation du capital est significatif (Wilcoxon significatif). Enfin, le capital moyen des fonds n'est pas significativement différent entre les régions administratives en 1996 et en 2001 (ANOVA non significatif dans les deux cas).

3.3 CAPITALISATION DES FONDS SELON LEUR COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE

La présente section porte sur la capitalisation selon la couverture des fonds, cette dernière pouvant être locale, régionale ou plurirégionale (ex. les Innovatech).

TABLEAU 14
La capitalisation des fonds selon leur couverture géographique (1996-2001)

Couverture géographique	1996			2001		
	N	K	%	N	K	%
Local (ex. FLI, Laprade, CAE, etc.)	153	196 351 128 \$	24,7	281	253 001 457 \$	20,1
Régional (ex. fonds régionaux FTQ. Desjardins, etc.)	46	187 811 558 \$	24,9	51	535 286 000 \$	42,6
Plurirégional (ex. Innovatech, etc.)	3	400 000 000 \$	50,4	5	467 650 000 \$	37,2
TOTAL	202	794 162 686 \$	100	337	1 249 337 457 \$	100

Khi deux = 67164904; d. l. : 2; $p < 0,001$ (significatif).

Lorsque l'on considère la capitalisation selon la couverture géographique des fonds, le capital de ces différents types de fonds augmente entre 1996 et 2001. Toutefois, même si les fonds locaux ont connu une très grande croissance en termes de nombre (passant de 183 à 251), ce sont les fonds régionaux qui ont connu la plus forte croissance de leur capitalisation qui est passée de 197 millions \$ en 1996 (24,9 % de la capitalisation totale des fonds régionaux et locaux) à 535 millions \$ (42,6 % de la capitalisation totale des fonds régionaux et locaux). Voyons maintenant l'évolution du capital moyen des fonds selon leur couverture géographique.

TABLEAU 15
Le capital moyen des fonds selon leur couverture géographique (1996)

Couverture géographique	Nombre de fonds	Capitalisation moyenne	Écart Type	Médiane
Local (ex. FLI, Laprade, CAE, etc.)	153	1 283 340,71 \$	2 267 177,85 \$	501 500 \$
Régional (ex. fonds régionaux FTQ, Desjardins, etc.)	46	4 300 251,26 \$	4 762 677,68 \$	2 250 000 \$
Plurirégional (ex. Innovatech, etc.)	3	133 333 333 \$	144 683 562,76 \$	60 000 000 \$
TOTAL	202	3 931 498,45 \$	21 738 199,11 \$	1 000 000 \$

Anova : F = 116,919; d. l. : 2; $p < 0,000$ (significatif)

TABLEAU 16
Le capital moyen des fonds selon leur couverture géographique (2001)

Couverture géographique	Nombre de fonds	Capitalisation moyenne	Écart-type	Médiane
Local (ex. FLI, Laprade, CAE, etc.)	281	900 361,06 \$	1 445 555,50 \$	500 000 \$
Régional (ex. fonds régionaux FTQ, Desjardins, etc.)	51	10 495 804 \$	9 219 181,58 \$	10 000 000 \$
Plurirégional (ex. Innovatech, etc.)	5	93 530 000 \$	144 907 486 \$	50 000 000 \$
TOTAL	337	3 726 817,38 \$	19 950 249,47 \$	500 000 \$

Anova : F = 84,423; d. l. : 2; $p < 0,000$ (significatif)

Local (1996-2001) : Wilcoxon : Z = -4,184; $p < 0,000$ (significatif).

Régional (1996-2001) : Wilcoxon : Z = -1,883; $p = 0,060$ (non significatif).

Plusieurs régions (1996-2001) : Wilcoxon : Z = -0,535; $p = 0,593$ (non significatif).

Le capital moyen des fonds est significativement différent selon que l'on considère les fonds à caractère local, régional ou multirégional et cela en 1996 et en 2001. En effet, comme on pouvait s'y attendre, le capital moyen des fonds couvrant plusieurs régions (en moyenne 93 millions \$) est beaucoup plus élevé que celui des fonds à caractère régional (en moyenne 10 millions \$), et ce dernier est nettement plus important que celui des fonds à caractère local (en moyenne 0,9 million \$). La capitalisation moyenne des fonds locaux diminue puisqu'elle passe de 1,2 millions \$ en 1996 à 0,9 million \$ en 2001. Cela s'explique par le fait que les FLI et les Solide, dont le nombre a augmenté, sont en moyenne moins capitalisés que les SADC dont le poids était plus important en 1996. En

revanche, la capitalisation moyenne des fonds régionaux passe de 4 millions \$ en 1996 à 10 millions \$ en 2001. Cela peut s'expliquer, entre autres, par le fait que plusieurs fonds régionaux, tels les Fonds régionaux de solidarité ont été recapitalisés par une deuxième et parfois une troisième ronde multipliant ainsi le capital d'origine par deux ou trois. Enfin, la création d'une Société Innovatech pour les régions ressources, moins capitalisée que les précédentes, explique au moins en partie le fait que les fonds couvrant plusieurs régions ont vu leur moyenne diminuer, passant de 133 millions \$ en 1996 à 93 millions \$ en 2001.

CONCLUSION

L'analyse des tableaux présentés dans ce chapitre permet de constater que la capitalisation des fonds passe de 0,8 G \$ en 1996 à 1,25 G \$ en 2001 et qu'un nombre significatif de fonds connaissent une augmentation de leur capital. On remarque également que ce sont les fonds dont la capitalisation est inférieure à 1 M \$ qui deviennent les plus nombreux entre 1996 et 2001, notamment à cause de la création de SOLIDE et des fonds gérés par les CLD. La croissance du capital est particulièrement marquée dans les fonds des régions ressources, à la fois en termes absolu et relatif, et par habitant. Ce sont principalement les fonds à caractère régional qui démontrent la croissance relative la plus importante en termes de capitalisation.

Le nombre de fonds, qui augmentent individuellement de manière significative leur capital, se trouvent dans les régions-ressources et dans la grande région de Québec-Chaudière-Appalaches. Plus précisément, ce sont les fonds des régions du Bas-Saint-Laurent, de Montréal et de Chaudière-Appalaches qui accroissent individuellement leur capital de façon marquée. Ces fonds qui augmentent individuellement leur capital sont surtout à caractère local.

La politique d'investissement des fonds régionaux et locaux de développement dépend de l'ensemble de leur mission. Celle-ci porte essentiellement sur trois aspects relativement constants entre 1996 et 2001, soit le développement du territoire, le développement d'entreprises, et le développement de l'emploi (voir le Chapitre II). En 2001, un autre élément est venu compléter la mission des fonds, soit le désir de fournir de l'aide technique aux entreprises. Cette aide technique est offerte tant pour la conception des projets que pour la gestion et, partiellement, pour des participations aux conseils d'administration, voire aux comités de gestion.

Le présent chapitre consacré aux politiques d'investissement porte essentiellement, sur les points suivants : les entreprises privilégiées pour l'investissement (1), les secteurs privilégiés et exclus (2) les types d'investissement et les modes de rémunération (3), les stades de développement privilégiés (4), les montants minimums et maximums (5), le pourcentage de participation recherchée (6) et enfin, la durée de l'investissement (7).

4.1 ENTREPRISES ET LES SECTEURS PRIVILÉGIÉS

Les fonds régionaux et locaux de développement semblent privilégier le financement des entreprises privées, dans 62 % des cas en 1996 et dans 74,9 % des cas en 2001 (les pourcentages ne doivent pas être additionnés puisqu'un fonds pouvait choisir plus d'une catégorie). En 2001, on observe que les entreprises d'économie sociale prennent de l'importance dans le choix des fonds régionaux et locaux de développement avec 37 % des cas comparativement à 8,5 % en 1996. Cette augmentation résulte vraisemblablement de la création de fonds locaux gérés par les CLD. L'impact est suffisamment important pour que les choix de 2001 soient statistiquement différents de ceux observés en 1996.

TABLEAU 17
Entreprises privilégiées par les fonds (1996 et 2001)

Catégorie	1996 Nombre de mentions	2001 Nombre de mentions
Entreprise privée	124 sur 199 fonds (62,3%)	251 sur 335 fonds (74,9%)
Entreprise publique	6 (3%)	3 (0,9%)
Entreprise d'économie sociale	17 (8,5%)	124 (37,0%)
Tout projet initié par une population précise	21 (10,6%)	11 (3,3%)
Tout type d'entreprise	16 (8,0%)	5 (9,3%)
Tout type d'entreprise, avec exception	30 (15,1%)	49 (14,6%)
Projet précis (manufacturier, tourisme, etc.)	8 (4,0%)	7 (2,1%)
NOMBRE TOTAL DE MENTIONS	222 100%	476 100%

Khi deux = 52,246; d. l. : 6; $p < 0,05$ (significatif).

L'examen des tableaux croisés entre les entreprises privilégiées et les types de fonds nous indiquent que ce sont les fonds régionaux (80 % d'entre eux) qui s'intéressent le plus aux entreprises privées alors que les fonds locaux (42 % d'entre eux) sont ceux qui acceptent le plus les entreprises de l'économie sociale. De plus, parmi les fonds qui ont indiqué investir dans l'économie sociale, 95,1 % sont des fonds locaux (118 sur 124) (voir le tableau 16).

TABLEAU 18
Tableau croisé des entreprises préférées selon le type de fonds
(fonds local, régional, multirégional)

	Fonds locaux	Fonds régionaux	Fonds plurirégionaux	Total
Entreprise privée	209 (83,2%) 74,6%	40 (15,9%) 80%	2 (0,8%) 40%	251(100%) 74,9
Entreprise publique	0 (0%) 0%	3(100%) (6,0%)	0 0%	3(100%) (0,9)
Entreprises d'éc. soc.	118 (94,1%) 42,1%	6 (5,9%) 12,0%	0 (0%) 0%	124(100%) 37,0%
Tout projet initié	8(72,7%) 2,9%	2 (18,2%) 4,0%	1(9,1%) 20,0%	11(100%) 3,3%
Tout type d'entreprise (5)	30(96,7%) 10,7%	1(3,3%) 2,0%	0 (0%) 0%	31(100%) 9,3%
Tout type d'entreprise (6)	47 (95,9%) 16,8%	1 (2,0%) 2,0%	1 (2%) 20,0%	49 (100%) 14,9%
Projet précis (manuf.)	4 (57,1%) 1,4%	0 (0%) 0%	3(42,8%) 60,0%	7 (100%) (2,1%)
TOTAL	280 (83,6%) 100%	50 (14,9%) 100%	5 (1,5%) 100%	335(100,0%) 100%

4.2 SECTEURS PRIVILÉGIÉS ET EXCLUS POUR L'INVESTISSEMENT

Tous les fonds régionaux et locaux ont des secteurs économiques préférés pour leurs investissements. Compte tenu de sa mission de développement des fonds régionaux et locaux, le secteur manufacturier représente un secteur prisé pour le financement puisqu'il est retenu par 66 % des fonds en 1996 et 68 % en 2001 (voir le tableau 19). Comme nous pouvons le constater, les répondants ont donné en moyenne deux réponses à cette question.

TABLEAU 19
Secteurs économiques privilégiés 1996

Secteurs économiques	1996 Nombre de fonds : 201	2001 Nombre de fonds : 317
Primaire	67 sur 201(33,3%) 17,2%	124 sur 317 (39,1%) 19,7%
Manufacturier	134 (66,7%) 34,4%	(68,8%) 34,7%
Haute technologie et secteur à forte valeur	24 (11,9%) 6,2%	45 (14,2%) 7,2%
Services (tertiaire moteur)	118 (58,7%) 30,3%	182 (57,4%) 29,0%
Tous les secteurs	47 (23,4%) 12,2%	59 (18,6%) 9,4%
NOMBRE TOTAL DE MENTIONS	390 100%	628 100%

Le second secteur privilégié est celui des services (tertiaire moteur) avec 58,7 % en 1996 et 57,4 % en 2001, suivi du secteur primaire avec 33,3 % en 1996 et 39,1 % en 2001. La faible variation entre 1996 et 2001 pour les secteurs privilégiés n'est pas statistiquement significative. Cela laisse à penser que ces secteurs privilégiés sont perçus comme ayant un impact intégrateur dans le développement de la région. Les liens entre ces activités et la volonté de créer des emplois semblent bien reflétés, compte tenu du levier dans chaque catégorie.

Cependant, l'examen des secteurs **économiques exclus** pour fins d'investissement, est statistiquement différent d'une période à l'autre. L'examen du tableau 17 nous permet de constater que les secteurs exclus sont majoritairement dans les services (commerce de détail et en gros) et les services aux personnes, avec respectivement 61 % et 28 % en 1996 et 57 % et 24 % en 2001). On remarque aussi une différence marquée dans le taux d'augmentation du rejet du secteur à forte concurrence entre 1996 (12 %) et 2001 (42 %). Peut-on supposer un apprentissage des fonds régionaux et locaux compte tenu des pertes causées par la venue d'un nouveau concurrent dans un secteur déjà très concurrentiel ? Ou bien, que la mission étant de développer l'emploi et la région, l'investissement dans un secteur à forte concurrence était contre productif ? Une autre possibilité serait que l'avènement des SOLIDE et des CLD qui relèvent davantage de la micro-finance soit la cause de cette réduction des investissements dans les secteurs à forte concurrence. Ce

sont des questions pour lesquelles on ne peut pour l'instant que formuler des hypothèses. Celles-ci nous invite à approfondir les investigations.

TABLEAU 20
Secteurs économiques exclus

Secteurs	1996 (Nombre de fonds : 178)	1997 (Nombre de fonds : 313)
Commerce de détails et en gros	110 sur 178 (61,8%) 36,4%	179 (57,2%) 35,6%
Aucun secteur exclus	31(17,4%) 10,3%	26 (8,3%) 5,2%
Restauration	(15,7%) 9,3%	21 (6,7%) 4,2%
Services (aux personnes, professionnels, etc.)	(28,7%) 16,9%	76 (24,3%) 15,1%
Tourisme	(1,1%) 0,7%	(1,0%) 0,6%%
Secteurs à forte concurrence	(12,4%) 7,3%	132 (42,2%) 15,1%
Immobilier, hôtel, hébergement, etc.	(20,2%) 11,9%	4 1(13,1%) 8,2%
Primaire	(20,2%) 11,9%	(7,7%) 4,8%
Secteurs relatifs à religion, au sexe, etc.	(8,4%) 5,0%	1 (0,3%) 0,2%
TOTAL DES MENTIONS	302 100%	503 100%

Khi deux = 62,197; d. l : 8; $p < 0,001$ (significatif).

4.3 LES TYPES D'INVESTISSEMENT ET LES MODES DE RÉMUNÉRATION

Le nombre de réponses par fonds est de 2,25 en moyenne, ce qui laisse à penser que les fonds utilisent au moins deux types d'investissements afin de pouvoir financer les entreprises. Ainsi en 1996, 90,3 % des fonds régionaux et locaux préféraient investir sous forme d'actions ordinaires (voir tableau 21), mais ce choix était suivi de près par les prêts non garantis pour 66,7 % des fonds et les prêts participatifs pour 32,4 %. Le prêt participatif est utilisé, mais moins que l'on pouvait le croire, compte tenu de la possibilité

qu'il offre d'obtenir un plus grand rendement pour compenser le risque, sans pénaliser la liquidité de la firme dans les moments critiques du démarrage et de la croissance.

TABLEAU 21
Types d'investissement préférés

Type d'investissement	1996 (Nombre de 213 fonds)	2001 (Nombre de 339 fonds)
Prêts et prêts non garantis	142 sur 213 (66,7%) 29,6%	259 (76,4%) 35,8%
Prêts participatifs	69 (32,4%) 14,4%	127 (37,5%) 17,5%
Garantie de prêts	56 (26,2%) 11,7%	75 (22,1%) 10,4%
Actions	171 (90,3%) 35,6%	211 (62,2%) 29,1%
Subventions et dons	23 (10,8%) 4,8%	10 (2,9%) 1,4%
Autres (ex. débentures)	19 (8,9%) 4,0%	42 (12,4%) 5,8%
TOTAL DES CHOIX	480 100%	724 100%

Khi deux = 23,556; d. l. : 5; $p < 0,001$ (significatif).

L'ensemble des réponses en 2001 diffère de celles de l'an 1996. En effet, le prêt a augmenté considérablement de sorte qu'il est maintenant privilégié par 76,4 % des fonds alors que les investissements en actions dans les entreprises sont passés de 90,3 % en 1996 à 62,2 % en 2001, donc on observe une diminution considérable de près de 30 % pour ce type d'investissement. La multiplication des fonds locaux explique en grande partie cette diminution.

Le tableau 22 montre que les modes de rémunération recherchés par les fonds régionaux et locaux ont varié entre 1996 et 2001. En effet, les revenus d'intérêt qui étaient préconisés à 67 % en 1996, le sont à 92 % en 2001. Ceci n'est pas surprenant en 2001 car c'est le prêt qui a la faveur des fonds mais, pour 1996, cela va à l'encontre de la préférence pour des investissements sous forme d'actions. L'autre forme de rémunération consiste en des honoraires (30,3 % en 1996 et 35,9 % en 2001) et frais de gestion (4,3 % en 1996 et 2,4 % en 2001). Le revenu de dividende attendu était de 44 % en 1996, mais a

diminué à 29 % en 2001, ce qui est conforme aux types d'investissement préférés (tableau 21).

Ces changements apparents de politique d'investissements sont dus vraisemblablement à l'essor des fonds locaux qui s'est accentué à partir de 1997. Les «petits investissements» se réalisent à l'aide de prêts afin d'optimiser l'effet de levier dans la capitalisation des projets. Même si d'un point de vue comptable, ces petits prêts font partie des dettes, il joue financièrement le rôle de complément à la contribution de l'entrepreneur. Ainsi, les investissements des fonds locaux ont un effet levier se situant entre 8 et 10 (voir la recherche sur le portefeuille des CLD réalisé par Lévesque et alii, 2002).

TABLEAU 22
Modes de rémunération (1996 et 2001)

Mode de rémunération recherché	1996 (Nombre de fonds : 211)	2001 (Nombre de fonds : 37)
Revenus d'intérêt	142 sur 211 (67,2%) 36,3%	310 sur 337 (92,0%) 46,9%
Revenus de dividende	93 (44,1%) 23,8%	100 (29,7%) 15,1%
Appréciation de capital	49 (23,2%) 12,5%	74 (22,0%) 11,2%
Redevance	(1,4%) 0,8%	32 (9,5%) 4,8%
Honoraires de gestion	64 (30,3%) 16,4%	121 (35,9%) 18,3%
Frais d'administration	9 (4,3%)	8 (2,4%) 1,2%
Aucun	31 (14,7%) 7,9%	(4,7%) 2,4%
TOTAL DES RÉPONSES	391 100%	661 100%

Khi deux = 48,085; d. l. : 6; $p < 0,001$ (significatif).

4.4 STADES DE DÉVELOPPEMENT PRIVILÉGIÉS

Les stades de développement qui sont privilégiés par les fonds sont le développement et l'expansion. Ceux-ci sont suivis par la phase de démarrage et la situation de

redressement. Les réponses de 1996 et de 2001 sont statistiquement différentes. Le tableau 23 expose bien les résultats.

Ce qui est particulièrement surprenant, c'est la cote du pré-démarrage qui diminue, passant ainsi de 12,2 % en 1996 à 6,6 % en 2001, et ce malgré l'arrivée de nouveaux fonds locaux en théorie plus axés sur les entreprises émergentes. De plus, les fonds semblent s'être spécialisés car 24 % d'entre eux en 1996 réalisaient ou désiraient réaliser des investissements dans toutes les phases de développement tandis qu'en 2001, seulement 5,1 % des fonds investissent dans toutes les phases.

On sait que les CLD, les SADC et indirectement les SOLIDE accompagnent les promoteurs dans la conception de leur projet. Ainsi, cette aide technique n'est pas considérée comme du financement de pré-démarrage. Toutefois, cet accompagnement permet de bonifier un projet ou d'abandonner plus rapidement et possiblement à moindres coûts, des idées de projets qui n'offrent pas de débouchés intéressants. Ainsi, depuis 1996, les fonds locaux financent moins le pré-démarrage (conception du plan d'affaires par des ressources externes), mais accompagnent plus les promoteurs.

TABLEAU 23
Stades de développement privilégiés (1996 et 2001)

Stades	1996 (Nombre de fonds : 196)	2001 (Nombre de fonds : 335)
Démarrage	142 (73,4%) 26,8%	313 (93,4%) 33,8%
Expansion ou développement	228 (116,3%)	395 (117,9%) 42,7%
Redressement ou relance	87 (44,4%)	179 (53,4%) 19,3%
Prédémarrage	(12,2%) 4,5%	22 (6,6%) 2,4%
Tous les niveaux	47 (24,0%) 8,9%	(5,1%) 1,8%
TOTAL DES CHOIX	529 100%	926 100%

Khi deux = 49,787; d. l. : 4; $p < 0,001$ (significatif).

4.5 MONTANTS MINIMUMS ET MAXIMUMS

Pour rendre compte des informations recueillies concernant la politique d'investissement, trois points restent encore à considérer. Le premier consiste à déterminer le montant minimum et le montant maximum que les fonds régionaux et locaux acceptent d'investir dans un projet. Le tableau 24 montre que 97 % des fonds acceptent d'investir des montants minimums inférieurs à 50 000 \$ dont 83 % inférieurs à 10 000 \$ pour l'année 1996. En 2001, le montant minimum de 50 000 \$ et moins recueille davantage de fonds avec 96,5 % des réponses et 80 % pour des montants de 10 000 \$ et moins. Cela n'est pas statistiquement différent d'une période à l'autre.

TABLEAU 24
Les montants minimums

Minimums	1996 (Nombre de fonds : 147)	2001 (Nombre de fonds : 289)
0 à 3000 \$	19 (12,9%)	30 (10,4%)
3001 à 10 000 \$	103 (70,1%)	202 (69,9%)
10 001 à 50 000 \$	21 (14,3%)	47 (16,3%)
50 001 à 100 000 \$	3 (2,0%)	6 (2,1%)
100 001 à 500 000 \$	1 (0,7%)	4 (1,4%)
TOTAL	149 (100%)	289 (100%)

Concernant les montants maximums, le tableau 25 montre que 97,6 % des fonds en 1996 acceptait d'investir un montant maximum de 500 000 \$ et 79 % disait pouvoir aller jusqu'à 100 000 \$. C'est la catégorie 20 001 \$ à 50 000 \$ qui recueille la plus forte proportion avec 35 % des répondants (ce qu'explique certainement l'importance numérique des fonds locaux). Les réponses de l'an 2001 sont statistiquement différentes. En effet, les désirs des investissements maximums sont concentrés dans la zone de 20 001 \$ à 50 000 \$ avec 50 % des répondants. Ceci est principalement attribuable à l'arrivée des SOLIDES et des CLD.

TABLEAU 25
Les montants maximums

Maximums	1996 (Nombre de fonds : 205)	2001 (Nombre de fonds : 336)
0 à 5000 \$	12 (5,8%)	14 (4,2%)
5001 à 20 000 \$	11 (5,4%)	11(3,3%)
20 001 à 50 000 \$	72 (35,1%)	171 (50,9%)
50 001 à 100 000 \$	67 (32,7%)	18 (5,4%)
100 001 à 500 001\$	38 (18,5%)	81 (24,1%)
500 001 \$ et plus	5 (2,4%)	41(12,2%)
TOTAL	205 (100%)	336 (100%)

4.6 POURCENTAGE DE PARTICIPATION RECHERCHÉE

Le tableau 26 nous présente les principaux résultats concernant le pourcentage de participation recherchée par les fonds régionaux et locaux. On remarque que 71 % des fonds qui ont répondu à cette question, souhaitent une participation minimale de 5 à 10 % dans un projet et dans 85 % des cas, une participation maximale de 10 à 49,9 %. Ainsi, les fonds désirent demeurer minoritaires dans les projets afin de laisser la place aux entrepreneurs et aux autres partenaires financiers. Une telle position est en conformité avec les types d'outils de financement privilégiés et les missions des fonds.

TABLEAU 26
Pourcentage de participation minimale dans un projet

Degré minimal de participation	1996		2001	
	N	%	N	%
5 à 10 %	15	71,4	18	72
11 à 50 %	6	28,6	7	28
TOTAL	21	100	25	100

TABLEAU 27
Pourcentage maximal de participation dans un projet

Degré maximal de participation	1996		2001	
	N	%	N	%
10 à 49,9 %	73	84,9	119	77,3
50 % et plus	13	15,1	35	22,7
TOTAL	86	100	154	100

4.7 DURÉE DE L'INVESTISSEMENT

La durée minimale d'investissement dans un projet est d'une année pour environ un tiers des fonds et de trois ans pour un autre tiers en 1996 comme en 2001. Cela dit, plus d'un fonds sur quatre a choisi comme durée minimale 5 ans et plus en 2001, alors qu'en 1996 cette durée minimale n'était choisie que par un fonds sur cinq. La durée maximale est de 5 ans pour 38 % des fonds en 2001 comparativement à 22,5 % en 1996. Elle est 7 et 8 ans pour 33,5 % des fonds en 2001 comparativement à 36,1 % en 1996. Seulement 6,7 % des fonds en 2001 et 8,4 % en 1996 ont une durée maximale inférieure à 5 ans. En somme, on peut dire que les financements offerts se situent dans l'horizon du capital patient.

TABLEAU 28
Durée minimale d'investissement dans un projet

Durée minimale des investissements	1996		2001	
	N	%	N	%
1 an	39	32,8	43	33,9
2 ans	12	10,1	8	6,3
3 ans	42	35,3	41	32,3
4 ans	5	4,2	1	0,8
5 ans	14	11,8	24	18,9
6 ans	6	5	8	6,3
7 ans	-	-	1	0,8
10 ans	1	0,8	1	0,8
TOTAL	119	100	127	100

TABLEAU 29
Durée maximale d'investissement dans un projet

Durée minimale des investissements	1996		2001	
	N	%	N	%
1 an	6	3,6	7	2,6
2 ans	2	1,2	-	-
3 ans	4	2,4	7	2,6
4 ans	2	1,2	4	1,5
5 ans	38	22,5	104	38,2
6 ans	6	3,6	6	2,2
7 ans	29	17,2	75	27,6
8 ans	32	18,9	16	5,9
9 ans	1	0,6	-	-
10 ans	42	24,9	46	16,9
15 ans	7	4,1	5	1,8
18 ans	-	-	2	0,7
TOTAL	169	100	272	100

CONCLUSION

La place importante prise par les fonds locaux modifie substantiellement le profil général des fonds québécois au niveau des politiques de financement observées. Les aspects suivants: types d'entreprises financées, choix des secteurs d'investissement, capitaux minimums et maximums investis et outils de financement, sont certainement ceux qui présentent le plus de différences quand on compare les données de 1996 avec celles de 2001. Néanmoins, comme nous l'avons montré, il existe aussi quelques domaines où la variation entre 1996 et 2001 est non significative.

ANNEXE I

QUESTIONNAIRE

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Dans quelle région vous situez-vous ?
2. Quel est le nom du fonds que vous gérez (nom officiel) ?
3. Quelle est votre adresse ?
4. Quel est le numéro de téléphone ?
5. Quel est votre numéro de télécopieur ?
6. Quel est votre nom (et prénom) ?
7. Quelle est votre adresse de courrier électronique ?
8. Quelle est l'année de fondation du fonds ?

QUESTIONS SUR LA CAPITALISATION

Veillez ici répondre le plus précisément possible :

1. Quel est le montant des capitaux obtenus depuis la création (c'est-à-dire la capitalisation totale) ?
2. Quel est le montant (ou le %) investi depuis la création ?
3. Quel est le montant (ou le %) encore disponible à l'investissement ?

QUESTIONS PLUS SPÉCIFIQUES VISANT À ÉTABLIR LE PROFIL DU FONDS

1. Quelle est la mission du fonds ?
2. Quels sont vos critères de sélection des projets ?
3. Qui sont les principaux pourvoyeurs des ressources du fonds ?
4. Quel est le statut juridique du fonds ?
5. Quel type d'entreprises ou de population est desservi par le fonds ?
6. Quel est le niveau de développement des entreprises financées ? (pré-démarrage, démarrage, expansion, etc.)
7. Dans quelles régions effectuez-vous la majorité de vos investissements ? Autrement dit quelle est votre préférence géographique ?
8. Quels sont vos secteurs économiques préférés ?
9. Y a-t-il des secteurs économiques que vous évitez ?

10. Pouvez-vous nous donner quelques exemples de projets que vous avez appuyés ?
11. Quels instruments utilisez-vous dans vos placements ?
12. En ce qui concerne la taille de vos investissements... quel est, selon vous, le minimum acceptable ?
13. Quel est le maximum que vous êtes prêts à investir dans un projet ?
14. Quelle est, pour vous, la taille idéale d'un investissement ?
15. Quel est votre degré de participation minimum dans un projet ?
16. Quel est votre degré de participation maximum ?
17. Quel est votre degré de participation préféré ?
18. En général, quel est l'horizon minimum de vos investissements ?
19. Quel est l'horizon maximal ?
20. Et enfin, quel est l'horizon préférable ?
21. Quel est le mode de rémunération attendue ?
22. Portez-vous une aide à la conception du projet ? (oui ou non)
23. Offrez-vous une aide à la gestion courante ? (oui ou non)
24. Participez-vous au conseil d'administration ?

Date de l'entrevue téléphonique :

ANNEXE 2 : LISTE DES FONDS INVENTORIÉS EN 2001

RÉGIONS	NOM DU FONDS
Abitibi-Témiscamingue	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de Barraute-Senneterre-Quevillon inc.
Abitibi-Témiscamingue	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) d'Harricana
Abitibi-Témiscamingue	Fonds de relance
Abitibi-Témiscamingue	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) d'Abitibi-Ouest
Abitibi-Témiscamingue	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de la Vallée de l'or
Abitibi-Témiscamingue	Fonds d'interventions régionales (FIR)
Abitibi-Témiscamingue	Solide de la MRC d'Abitibi-Ouest
Abitibi-Témiscamingue	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) du Témiscamingue
Abitibi-Témiscamingue	Fonds régional de solidarité (FTQ) (Abitibi-Témiscamingue)
Abitibi-Témiscamingue	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de Rouyn-Noranda
Abitibi-Témiscamingue	Solide de la MRC d'Abitibi
Abitibi-Témiscamingue	Solide de la MRC du Témiscamingue
Abitibi-Témiscamingue	Solide de la MRC Rouyn-Noranda
Abitibi-Témiscamingue	Accès capital Abitibi-Témiscamingue
Abitibi-Témiscamingue	Comité de la condition féminine au Témiscamingue
Abitibi-Témiscamingue	Solide de la MRC de la Vallée-de-l'or
Abitibi-Témiscamingue	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement du Témiscamingue (CLDT.)
Abitibi-Témiscamingue	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement d'Abitibi-Ouest
Abitibi-Témiscamingue	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de la MRC Rouyn-Noranda inc.
Abitibi-Témiscamingue	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement Abitibi
Abitibi-Témiscamingue	Fonds local d'investissement (FLI) du CLD de la Vallée-de-l'or

RÉGIONS	NOM DU FONDS
Bas-Saint-Laurent	Fonds d'investissement et de développement de la Fédération des caisses populaires Desjardins du Bas-Saint-Laurent
Bas-Saint-Laurent	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de la MRC de Matapédia inc.
Bas-Saint-Laurent	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de la MRC de Matane
Bas-Saint-Laurent	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de Témiscouata
Bas-Saint-Laurent	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) des Basques inc.
Bas-Saint-Laurent	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) du Kamouraska
Bas-Saint-Laurent	Société d'aide au développement de la collectivité de la Neigette (SADC)
Bas-Saint-Laurent	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de la MRC de Rivière-du-Loup
Bas-Saint-Laurent	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de la MITIS
Bas-Saint-Laurent	Solide de la Matapédia
Bas-Saint-Laurent	Solide de la MRC de la MITIS
Bas-Saint-Laurent	Solide de la MRC de Matane
Bas-Saint-Laurent	Solide de la MRC des Basques
Bas-Saint-Laurent	Fonds régional de solidarité (FTQ)
Bas-Saint-Laurent	Solide de la MRC Rimouski-Neigette
Bas-Saint-Laurent	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement (CLD) de la Matapédia inc.
Bas-Saint-Laurent	Solide de la MRC de Côte-Nord
Bas-Saint-Laurent	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de Rimouski-Neigette (CLD)
Bas-Saint-Laurent	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement du Kamouraska
Bas-Saint-Laurent	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de la région de Rivière-du-Loup

RÉGIONS	NOM DU FONDS
Bas-Saint-Laurent	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement des Basques
Bas-Saint-Laurent	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de la MRC de Témiscouata
Bas-Saint-Laurent	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de la Mitis
Bas-Saint-Laurent	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de la région de Matane
Bas-Saint-Laurent, Côte-Nord	Accès capital Bas-Saint-Laurent
Bas-Saint-Laurent, Saguenay-Lac-Saint-Jean, Abitibi-Témiscamingue, Côte-Nord, Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine Nord-du-Québec	Innovatech régions ressources
Centre du Québec	Fonds local d'investissement (FLI) de la société de développement économique de Drummondville (CLD Drummond) inc.
Centre du Québec	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de la MRC De Bécancour inc.
Centre du Québec	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de la MRC d'Arthabaska
Centre du Québec	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de la municipalité régionale de comté de Nicolet-Yamaska
Centre du Québec	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de l'érable
Centre-du-Québec	Solide de la MRC de Bécancour
Centre-du-Québec	Solide de la MRC de Nicolet-Yamaska
Centre-du-Québec	Fonds régional de solidarité (FTQ)
Centre-du-Québec	Solide de la MRC de Drummond
Chaudière-Appalaches	Fonds de diversification économique
Chaudière-Appalaches	Fonds de développement industriel régional de Thetford-Mines (Laprade)
Chaudière-Appalaches	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de l'Amiante

RÉGIONS	NOM DU FONDS
Chaudière-Appalaches	Centre d'initiatives pour l'emploi local (CIEL) MRC de Lotbinière
Chaudière-Appalaches	Fonds de développement économique Lotbinière
Chaudière-Appalaches	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de Bellechasse-Etchemins
Chaudière-Appalaches	CODIJE- fonds de développement industriel de Saint-Jean-Port-Joli
Chaudière-Appalaches	Fonds de développement régional (ententes spécifiques)
Chaudière-Appalaches	Fonds de développement régional (projets généraux)
Chaudière-Appalaches	Solide de la MRC de Lotbinière
Chaudière-Appalaches	Fonds régional de solidarité (FTQ)
Chaudière-Appalaches	Solide de la MRC de l'Amiante
Chaudière-Appalaches	Solide de la MRC de la Nouvelle-Beauce
Chaudière-Appalaches	Solide de la MRC l'Islet
Chaudière-Appalaches	Solide de la MRC les Etchemins
Chaudière-Appalaches	Solide de la MRC de Beauce-Sartigan
Chaudière-Appalaches	Solide de la MRC de Bellechasse
Chaudière-Appalaches	Solide de la MRC de Desjardins
Chaudière-Appalaches	Solide de la MRC de Montmagny
Chaudière-Appalaches	Solide de la MRC des Chutes-de-la-Chaudière
Chaudière-Appalaches	Solide de la MRC Robert-Cliche
Chaudière-Appalaches	Centre d'aide aux entreprises (CAE) Beauce-Chaudière inc.
Chaudières-Appalaches	CAE Montmagny-l'Islet
Chaudières-Appalaches	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de la municipalité régionale de comté de Bellechasse inc.
Chaudières-Appalaches	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de la Nouvelle-Beauce (CLDNB.)
Chaudières-Appalaches	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement (CLD) de Beauce-Sartigan
Chaudières-Appalaches	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de la MRC de l'Islet

RÉGIONS	NOM DU FONDS
Chaudières-Appalaches	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de la MRC Robert-Cliche
Chaudières-Appalaches	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement (CLD) de la MRC de l'Amiante
Chaudières-Appalaches	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement des Etchemins
Chaudières-Appalaches	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de la MRC de Desjardins et des Chutes-de-la-Chaudière
Chaudières-Appalaches	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de la MRC de Montmagny
Chaudières-Appalaches	Fonds local d'investissement (FLI) du CLD de la MRC de Lotbinière
Côte-Nord	Société de financement du Saguenay
Côte-Nord	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de la Côte-Nord
Côte-Nord	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) Haute-Côte-Nord
Côte-Nord	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de Manicouagan
Côte-Nord	Fonds régional de solidarité (FTQ)
Côte-Nord	Solide de la Haute-Côte-Nord
Côte-Nord	Solide de la MRC de Canispiscau
Côte-Nord	Solide de la MRC des Sept-Rivières
Côte-Nord	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de la Basse-Côte-Nord
Côte-Nord	Solide de la Basse-Côte-Nord
Côte-Nord	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement (CLD) de Canispiscau
Côte-Nord	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de la MRC de Sept-Rivières inc.
Côte-Nord	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de la Haute-Côte-Nord (CLDHCN)

RÉGIONS	NOM DU FONDS
Côte-Nord	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de Manicouagan
Côte-Nord	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement Minganie
Côte-Nord	Solide de la MRC de la Minganie
Côte-Nord	Solide de la MRC de Manicouagan
Estrie	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de Lac-Mégantic
Estrie	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) d'Asbestos
Estrie	Fonds de développement industriel Richmond-Wolfe inc. (Laprade)
Estrie	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) DE Coaticook
Estrie	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) du Haut Saint-François
Estrie	Programme IDEE (initiation au développement entrepreneurial de l'Estrie. Cercle d'emprunt)
Estrie	Solide de la MRC de Memphrémagog
Estrie	Solide de la MRC Val-Saint-François
Estrie	Fonds régional de solidarité (FTQ)
Estrie	Solide de la MRC de Coaticook
Estrie	Solide de la MRC Haut-Saint-François
Estrie	Accès capital Estrie
Estrie	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement économique de la MRC du Val-Saint-François
Estrie	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement (CLD) du Haut-Saint-François
Estrie	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de la MRC de Coaticook
Estrie	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de la MRC de Memphrémagog
Estrie	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement (CLD) de la municipalité régionale de comté (MRC) du granit

RÉGIONS	NOM DU FONDS
Estrie	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de la MRC d'Asbestos
Estrie	Fonds local d'investissement (FLI) de la société économique de développement de la région sherbrookoise (CLD)
Estrie	Fonds d'investissements régionaux Desjardins Estrie
Estrie, Montérégie, centre-du-Québec,	Société Innovatech du sud du Québec
Gaspésie/Iles-de-la-Madeleine	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de la MRC de Bonaventure
Gaspésie/Iles-de-la-Madeleine	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement (CLD) du territoire de la MRC du Rocher Percé
Gaspésie/Iles-de-la-Madeleine	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de la Haute-Gaspésie
Gaspésie/Iles-de-la-Madeleine	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de Côte de Gaspé
Gaspésie/Iles-de-la-Madeleine	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de la MRC d'Avignon inc.
Gaspésie/Iles-de-la-Madeleine	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement (CLD) des Iles-de-la-Madeleine
Gaspésie-îles-de-la mad.	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) Iles-de-la-Madeleine
Gaspésie-îles-de-la mad.	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) Baie-des-Chaleurs
Gaspésie-îles-de-la mad.	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de Gaspé-Nord, Sainte-Anne-des-Monts
Gaspésie-îles-de-la mad.	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de la MRC de Côte de Gaspé
Gaspésie-îles-de-la mad.	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de la MRC de Rocher Percé
Gaspésie-îles-de-la mad.	Solide de la MRC de Côte de Gaspé
Gaspésie-îles-de-la mad.	Solide de la MRC du Rocher Percé
Gaspésie-îles-de-la mad.	Fonds régional de solidarité (FTQ)
Gaspésie-îles-de-la mad.	Solide de la MRC Denis-Riverin

RÉGIONS	NOM DU FONDS
Gaspésie-îles-de-la mad.	Solide de la MRC des Iles-de-la-Madeleine
Gaspésie-îles-de-la mad.	Solide de la MRC de Bonaventure
Gaspésie-îles-de-la mad.	Solide de la MRC d'Avignon
Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	Accès capital Gaspésie-les-Iles
Lanaudière	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de Matawinie inc.
Lanaudière	Fonds de développement économique (Laprade) de Berthier-Maskinongé-Lanaudière
Lanaudière	Fonds régional de solidarité (FTQ)
Lanaudière	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement Joliette
Lanaudière	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement économique des Moulins
Lanaudière	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de la municipalité régionale de comté de d'Autray
Lanaudière	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de la MRC de Montcalm
Lanaudière	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement (CLD) MRC de l'Assomption
Lanaudière	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de la Matawinie
Lanaudière	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) d'Autray
Lanaudière	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) d'Achigan-Montcalm
Lanaudière	Fonds d'investissement local (FIL) de Montcalm (COFILM)
Laurentides	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) des Laurentides
Laurentides	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) d'Antoine-Labelle
Laurentides	Fonds d'aide à l'entreprise (FAE)
Laurentides	Fonds de développement régional
Laurentides	Fonds régional de solidarité (FTQ) (Laurentides)

RÉGIONS	NOM DU FONDS
Laurentides	Solide de la MRC d'Argenteuil
Laurentides	Solide de la MRC de Rivière-du-Nord
Laurentides	Solide de la MRC des Laurentides
Laurentides	Solide de la MRC des Pays-d'en-Haut
Laurentides	Cercles d'emprunt d'Argenteuil
Laurentides	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement (CLD) du territoire de la MRC d'Argenteuil
Laurentides	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de la municipalité régionale de comté (MRC) de Deux-Montagnes
Laurentides	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de la MRC d'Antoine-Labelle
Laurentides	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de la MRC des Laurentides
Laurentides	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de Mirabel secteur Saint-Janvier
Laurentides	Fonds local d'investissement (FLI) du CLD Rivière du Nord (SODESJ)
Laurentides	Fonds local d'investissement (FLI) Société de développement économique Thérèse-de-Blainville (CLD)
Laurentides	Fonds local d'investissement (FLI) du société de développement économique des Pays-d'en-Haut (CLD)
Laurentides	Cercle d'emprunt Thérèse-de-Blainville
Laurentides, Lanaudière, Laval	Accès capital Laval-Laurentides-Lanaudière
Laval	Fonds d'interventions régionales (FIR)
Laval	Fonds régional de solidarité (FTQ)
Laval	Solide de Laval
Laval	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de Laval
Laval, Laurentides, Lanaudière	Investissements 3 I (Laurentides, Laval, Lanaudière) (société régionale d'investissement)
Mauricie	CAE Trois-Rivières

RÉGIONS	NOM DU FONDS
Mauricie	Fonds de développement économique (Laprade) Saint-Maurice inc.
Mauricie	Fondel Drummond (Laprade)
Mauricie	Fonds régional de solidarité (FTQ)
Mauricie	Solide de la MRC Mékinac
Mauricie	Solide de la MRC de Francheville
Mauricie	Solide de la MRC de Maskinongé
Mauricie	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement Mékinac
Mauricie	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement (CLD) de la MRC de Maskinongé
Mauricie	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de la MRC de Francheville
Mauricie	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement (CLD) du Haut-Saint-Maurice
Mauricie	Fonds local d'investissement (FLI) du conseil local de développement du Centre-de-la-Mauricie (CLD)
Mauricie	Solide de la MRC Centre-de-la-Mauricie
Mauricie	Solide de la MRC du Haut-Saint-Maurice
Mauricie, centre-du-Québec	Accès capital centre du Québec
Mauricie-Bois-Francis	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) Centre-de-la-Mauricie inc.
Mauricie-Bois-Francis	Fonds de développement économique (Laprade) Trois-Rivières
Mauricie-Bois-Francis	Fonds de développement industriel action (Laprade)
Mauricie-Bois-Francis	Fonds de développement économique Champlain inc. (Laprade)
Mauricie-Bois-Francis	Investissements Mauricie-Bois-Francis-Drummond (société régionale d'investissement)
Mauricie-Bois-Francis	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) d'Arthabaska-Érable

RÉGIONS	NOM DU FONDS
Mauricie-Bois-Francis	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de la MRC de Maskinongé
Mauricie-Bois-Francis	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de la Vallée de la Batiscan
Mauricie-Bois-Francis	Centre d'initiative pour l'emploi local (ciel) Nicolet-Est
Mauricie-Bois-Francis	Centre d'initiative pour l'emploi local (ciel) Nicolet-Centre
Mauricie-Bois-Francis	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de Nicolet-Bécancour inc.
Montréal	Centre d'aide aux entreprises (CAE) de la Rive-Sud inc.
Montréal	Fonds de développement économique (Laprade) de Richelieu
Montréal	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de la région d'Acton inc.
Montréal	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) du Bas Richelieu
Montréal	Fonds d'interventions régionales (FIR)
Montréal	Société régionale d'investissement capital Montréal
Montréal	Solide de la MRC de Beauharnois-Salaberry
Montréal	Solide de la MRC de Roussillon
Montréal	Solide de la MRC de Vaudreuil-Soulanges
Montréal	Cercles d'entraide de la Rive-Sud
Montréal	Fonds régional de solidarité (FTQ)
Montréal	Solide de la MRC d'Acton
Montréal	Solide de la MRC de la Vallée-du-Richelieu
Montréal	Solide de la MRC du Bas-Richelieu
Montréal	Solide de la MRC des Jardins-de-Napierville
Montréal	Accès capital Montréal
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement Beauharnois-Salaberry

RÉGIONS	NOM DU FONDS
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement (CLD) de Lajemmerais
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de Brome-Missisquoi
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de la Vallée-du-Richelieu
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement des Jardins-de-Napierville
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement du Haut-Saint-Laurent
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de Vaudreuil-Soulanges
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement au coeur de la Montérégie
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de la région d'Acton
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de Champlain CLD
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de Roussillon
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de la MRC Les Maskoutains
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement du Bas-Richelieu
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) du CLD Haute-Yamaska
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) du conseil économique du Haut-Richelieu (CLD)
Montréal	Solide de la MRC Les Maskoutains
Montréal	Fonds d'investissement régionaux Desjardins Richelieu Yamaska
Montréal	Solide de la MRC de Champlain
Montréal	Société d'investissement jeunesse
Montréal	Fonds de développement Emploi-Montréal
Montréal	Association communautaire d'emprunt de Montréal (ACEM)

RÉGIONS	NOM DU FONDS
Montréal	Cercle d'emprunt Afrique au féminin
Montréal	Cercles d'emprunt de Montréal
Montréal	Capimont (société régionale d'investissement de Montréal)
Montréal	Cercle d'emprunt de la CDEST
Montréal	Corporation de développement d'affaires Mathieu da Costa
Montréal	Fonds régional de solidarité (FTQ) (Montréal)
Montréal	Reso Investissement inc
Montréal	Solide de la CDEC Côte-des-Neiges / Notre-Dame-de-Grâce
Montréal	Facile (fonds ACEM-CDEC pour les initiatives locales d'entrepreneurs) (en formation)
Montréal	Solide de la CDEC Ahuntsic-Cartierville
Montréal	Solide de la CDEC Centre-Sud / Plateau-Mont-Royal
Montréal	Solide de la CDEC Rosemont / Petite Patrie
Montréal	Solide de mercier / Hochelaga-Maisonneuve (CDEST)
Montréal	Solide de Rivière-des-Prairies / Pointe-aux-Trembles
Montréal	Solide du sud-ouest de Montréal
Montréal	Projet d'entreprise Aurora de Notre-Dame-de-Grâce (YMCA)
Montréal	Solide de Villeray / Saint-Michel / Parc-Extension
Montréal	Accès capital Montréal
Montréal	Fonds d'investissement régionaux Desjardins Montréal
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) de la CDEC Ahuntsic/Cartierville
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) de la CDEC Centre-Nord
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) de la CDEC Centre-Sud/Plateau-Mont-Royal
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) de la CDEC de l'est (CDEST)

RÉGIONS	NOM DU FONDS
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) de la CDEC NDG/CDN
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) de la CDEC Rosemont / Petite Patrie
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) de la société de développement économique Ville-Marie
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) de la Sodec de RDP/PAT
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de Lasalle : mandat à la CDEC
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement Mont-Royal Outremont
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de l'Ouest de l'île / West Island
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement Anjou / Montréal-est
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement Verdun
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) du regroupement pour la Relance économique et sociale du sud-ouest (RESO)
Montréal	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de Lachine
Montréal	Solide de Ville-Marie
Montréal, Laval, Lanaudière, Laurentides, Montérégie, Outaouais	Innovatech du Grand Montréal
Nord du Québec	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement Kativik
Nord du Québec	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de la Baie-James
Nord-du-Québec	Société d'aide au développement des collectivités (SADC) de Chibougamau-Chapais
Nord-du-Québec	Société d'aide au développement des collectivités (SADC) de Matagami
Nord-du-Québec	Solide de Matagami
Nord-du-Québec	Fonds régional de solidarité (FTQ)

RÉGIONS	NOM DU FONDS
Nord-du-Québec	Solide de Chibougamau
Outaouais	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de la Vallée-de-la-Gatineau
Outaouais	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) du Pontiac
Outaouais	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de Papineau
Outaouais	Capital C.G.D (société régionale d'investissement)
Outaouais	Fonds régional de solidarité Outaouais (FTQ)
Outaouais	Solide de la MRC de Pontiac
Outaouais	Solide de la MRC des Collines-de-l'Outaouais
Outaouais	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement du Pontiac
Outaouais	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de la Vallée-de-la-Gatineau (CLDVG)
Outaouais	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement des Collines-de-l'Outaouais
Outaouais	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de Développement de la communauté urbaine de l'Outaouais
Outaouais	Fonds local d'investissement (FLI) du CLD Papineau
Outaouais	Accès capital Outaouais
Québec	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) de Portneuf
Québec	Fonds de développement économique (Laprade)-Portneuf
Québec	Société d'aide au Développement de la collectivité (SADC) de Charlevoix
Québec	Solide de la MRC de Charlevoix-Est
Québec	Cercles d'emprunt de la CRÉECQ
Québec	Fonds collectif d'emprunt de Québec (CRÉECQ) en formation)
Québec	Fonds d'investissement régionaux Desjardins Québec

RÉGIONS	NOM DU FONDS
Québec	Fonds régional de solidarité (FTQ)
Québec	Solide de la MRC de Charlevoix
Québec	Solide de la MRC de l'Île-d'Orléans
Québec	Solide de la MRC de la Côte-de-Beaupré
Québec	Solide de la MRC de Portneuf
Québec	Accès capital Québec
Québec	Solide de la MRC de la Jacques-Cartier
Québec	Cercle d'emprunt du centre local de développement de la MRC de Charlevoix
Québec	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de Côte-de-Beaupré
Québec	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de Charlevoix-Est
Québec	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de l'Île-d'Orléans
Québec	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de Portneuf
Québec	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de la MRC de Charlevoix
Québec	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de la Jacques-Cartier (CLDJC)
Québec	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de Beauport inc.
Québec	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement Québec-Vanier
Québec	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement Charlesbourg Haute-Saint-Charles
Québec	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de l'ouest de la C.U.Q.
Québec, Chaudières-Appalaches, centre-du-québec, mauricie	Société Innovatech Québec-Chaudière-Appalaches
Saguenay lac st-jean	Fonds local d'investissement (FLI) du CLD de la MRC Domaine du Roy

RÉGIONS	NOM DU FONDS
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Corporation régionale d'investissement Amisk
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Fonds d'investissement en capital de risque Desjardins Saguenay-Lac-Saint-Jean
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Société en commandite Soccrent
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) du Fjord
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) Lac-Saint-Jean Ouest inc.
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) du Haut Saguenay
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) lac Saint-Jean-Est
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) Maria-Chapdelaine
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Solide Lac-Saint-Jean-Est
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Fonds régional de solidarité (FTQ)
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Solide de la MRC de Maria-Chapdelaine
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Solide de la MRC du Domaine du Roy
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Solide de la MRC du Fjord-du-Saguenay
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement (CLD) du Fjord-du-Saguenay
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement de Lac-Saint-Jean-Est
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Fonds local d'investissement (FLI) du centre local de développement Maria-Chapdelaine
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Accès capital Saguenay-Lac-Saint-Jean
Saguenay-Lac-Saint-Jean	Fonds d'investissement régional pour la micro-entreprise (firme)

BIBLIOGRAPHIE

- AMIT, R. BRANDER, J., et Christophe ZOTT, (1997), « Le financement de l'entrepreneuriat au Canada, par le capital de risque », in Paul J. N. Halpern (sous la dir. de), *Le financement de la croissance au Canada*, Calgary, University of Calgary Press, p. 261-307.
- BEAUDOIN, Robert et Josée SAINT-PIERRE (1999). Financement de l'innovation dans les PME, une recension récente de la littérature. (L'Observatoire du développement économique au Canada) Montréal, Développement économique Canada.
- BENKO, G. et A.LIPIETZ (1992), *Les régions qui gagnent. Districts et réseaux : les nouveaux paradigmes et la géographie économique*, Paris, Presses universitaires de France.
- CANADIAN VENTURE CAPITAL ASSOCIATION (CVCA), ASSOCIATION CANADIENNE DU CAPITAL DE RISQUE (ACCR), *Key observations on 2000 Venture Capital Activity* (http://www.cvca.ca/statistical_review/key_observations.html).
- COMMISSION QUÉBÉCOISE SUR LA CAPITALISATION DES ENTREPRISES (1984), *La capitalisation des entreprises au Québec*, Québec, ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, 72 p. et annexes. (Rapport Saucier).
- DESROCHERS, Jean (1994), « La gestion financière », Pierre-André JULIEN (dir.), *Les PME : bilan et perspectives*, Paris et Québec, Presses Interuniversitaires et Economica, pp. 253-269.
- JULIEN, Pierre-André (1994), « L'entreprise partagée : contraintes et avantages », *Gestion, Revue internationale de gestion*, décembre, pp. 48-58.
- KNIGHT, M.R. (1994), « A Longitudinal Study of Criteria used by Venture Capitalists in Canada », in *Journal of Small Business and Entrepreneurship*, vol. 111, April-June 1994.
- LÉVESQUE, B. MENDELL, M. (1997), *Répertoire des fonds de développement local, régional et communautaire du Québec*, Montréal, Pro-Fonds-CRISES.
- LÉVESQUE, B., MENDELL, M. (1998), « Les fonds régionaux et locaux de développement au Québec : des institutions financières relevant principalement de l'économie sociale », in Marc-Urbain Proulx (sous la dir. de), *Territoire et développement économique*, Paris et Montréal, L'Harmattan, pp. 220-270.
- LÉVESQUE, Benoît (2001) « Originalité et impact de l'action des Sociétés locales d'investissement et de développement de l'emploi (SOLIDE) sur le développement local et sur l'emploi au Québec », *Économie et Solidarités*, vol. 32, no 1-2, pp. 193-321.
- LÉVESQUE, Benoît, BÉLANGER, Paul R., BOUCHARD, Marie, MENDELL, Marguerite et alii (2000), *Le fonds de solidarité. Un cas exemplaire de gouvernance*, Montréal, Fonds de solidarité, 110 p.
- LÉVESQUE, Benoît et Marguerite MENDELL (2002), « La microfinance au Québec, une dynamique partenariale », in Jean-Michel SERVET et Isabelle GUÉRIN (dir.), *Exclusion et liens financiers*, Paris, Economica, pp. 288-302.
- LÉVESQUE, Benoît, MENDELL, Marguerite et Solange VAN KEMENADE (1997) *Profil socio-économique des fonds de développement local et régional au Québec*. Étude

réalisée pour le Bureau fédéral de développement régional (Québec), Ottawa, ministère des Approvisionnements et Services Canada, 51 p.

LÉVESQUE, Benoît, MENDELL, Marguerite et Solange VAN KEMENADE (1996), *Les fonds régionaux et locaux de développement au Québec : des institutions financières relevant principalement de l'économie sociale*, Montréal, UQAM-CRISES (Working Papers no 9610) 34 p.

LÉVESQUE, Benoît, MENDELL, M., B. M'ZALI, D. MARTEL et J. DESROCHERS (2002). *Analyse de la gestion des fonds et portefeuille des Centres locaux de développement*. Québec, Ministère des Régions et Fédération québécoise des municipalités, 57 p.

LÉVESQUE, Benoît, FONTAN, Jean-Marc et Juan-Luis KLEIN (1996), *Les systèmes locaux de production. Conditions de mise en place et stratégie d'implantation pour le développement du Projet Angus*, Montréal, UQAM-SAC, 2 tomes.

M'ZALI, B., TURCOTTE M.F., (2000), « Le point sur l'investissement social au Canada » dans l'atelier intitulé *L'investissement environnementalement et socialement responsable au Canada et en France : émergence, évolution et perspective d'avenir*, atelier organisé par Bouchra M'Zali dans le cadre des Conférences de l'Association des Sciences administratives du Canada.

MACDONALD & ASSOCIATES LIMITED (2001 et 2002), *Trends in Venture Capital Market in Quebec*. Réseau Capital.

NORUSIS, M. J., (1998), *SPSS 8.0 Guide to Data Analysis*, Upper Saddle River (NJ), Prentice-Hall.

SAINT-PIERRE, Josée (2000), *La gestion financière des PME. Théories et pratiques*, Québec, Les Presses de l'Université du Québec, 322 p. (notamment pour l'évaluation des risques et pour les critères d'investissement).

MÉDIAGRAPHIE

www.strategis.ic.gc.ca/SSGF/so00382f.html (Stratégis, Industrie Canada)

www.vcinstitute.org/materials/galante (An Overview of the Venture Capital Industry & Emerging Changes)

www.capital-unlimited.com/tour/needv2.html (*Venture Capital Firms—Who Are They?*)

www.reseaucapital.com (Réseau capital)

www.Desjardins.com (Desjardins)

[www.reseau-sadc.qc.ca/\(Réseau](http://www.reseau-sadc.qc.ca/(Réseau) SADC)

www.cvca.ca/statistical (Association canadienne du capital de risque)

www.rbc.com/communautaire/index.html (Banque Royale)

www.cst.gouv.qc.ca (Conseil de la Science et de la Technologie)